

EXPRIMEZ-VOUS!



FAITS SAILLANTS
DES COMMENTAIRES REÇUS
EN SEPTEMBRE 2014

RÉGIMES DE
RETRAITE

AIDE SOCIALE

ADMINISTRATION PUBLIQUE

PRIMES DE DÉPART

IMPÔTS AUX GRANDES
ENTREPRISES

CITOYENS

TROUBLES
D'APPRENTISSAGE

BUREAUCRATIE

SÉCURITÉ
D'EMPLOI

UNIVERSALITÉ

ÉOLIENNE

SANTÉ

LANGUE
FRANÇAISE

ÉDUCATION

PROCRÉATION
ASSISTÉE

AIDE AUX DEVOIRS

ÉQUILIBRE
BUDGÉTAIRE

ENVIRONNEMENT

FRAIS DE GARDERIE

CHÔMAGE

RÉVISION DES
PROGRAMMES

COMMISSIONS
SCOLAIRES

DÉVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICES PUBLICS

CONGÉ
PARENTAL

IMMIGRANT

CONTRIBUABLES

TAXES

Québec 

CULTURE

CRÉATION D'EMPLOI

FARDEAU FISCAL

URGENCE

Direction des affaires publiques

Secrétariat de la Commission de révision permanente des programmes
www.revisiondesprogrammes.gouv.qc.ca

Recherche, analyse et rédaction

Audrey Beauchamp
Élisabeth Delisle
Patrick Parent
Nathalie Pitre

Traitement des données

Gouvernance et gestion des ressources informationnelles dans les réseaux
(Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport)
François Belleau

Centre d'expertise en logiciel libre
(Centre de services partagés du Québec)
Simon Tremblay

Direction principale des ressources informationnelles
(Secrétariat du Conseil du trésor)
André Légaré

Conception graphique

PIGE

Visualisation des données

04h11

Conception de la grille graphique et accessibilité

Direct Info

Gestion de projet de la conception graphique et révision linguistique

Centre de services partagés du Québec

Tribune Web « Exprimez-vous! » – Faits saillants des commentaires reçus en septembre 2014

Dépôt légal – Octobre 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN: 978-2-550-71813-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec – 2014

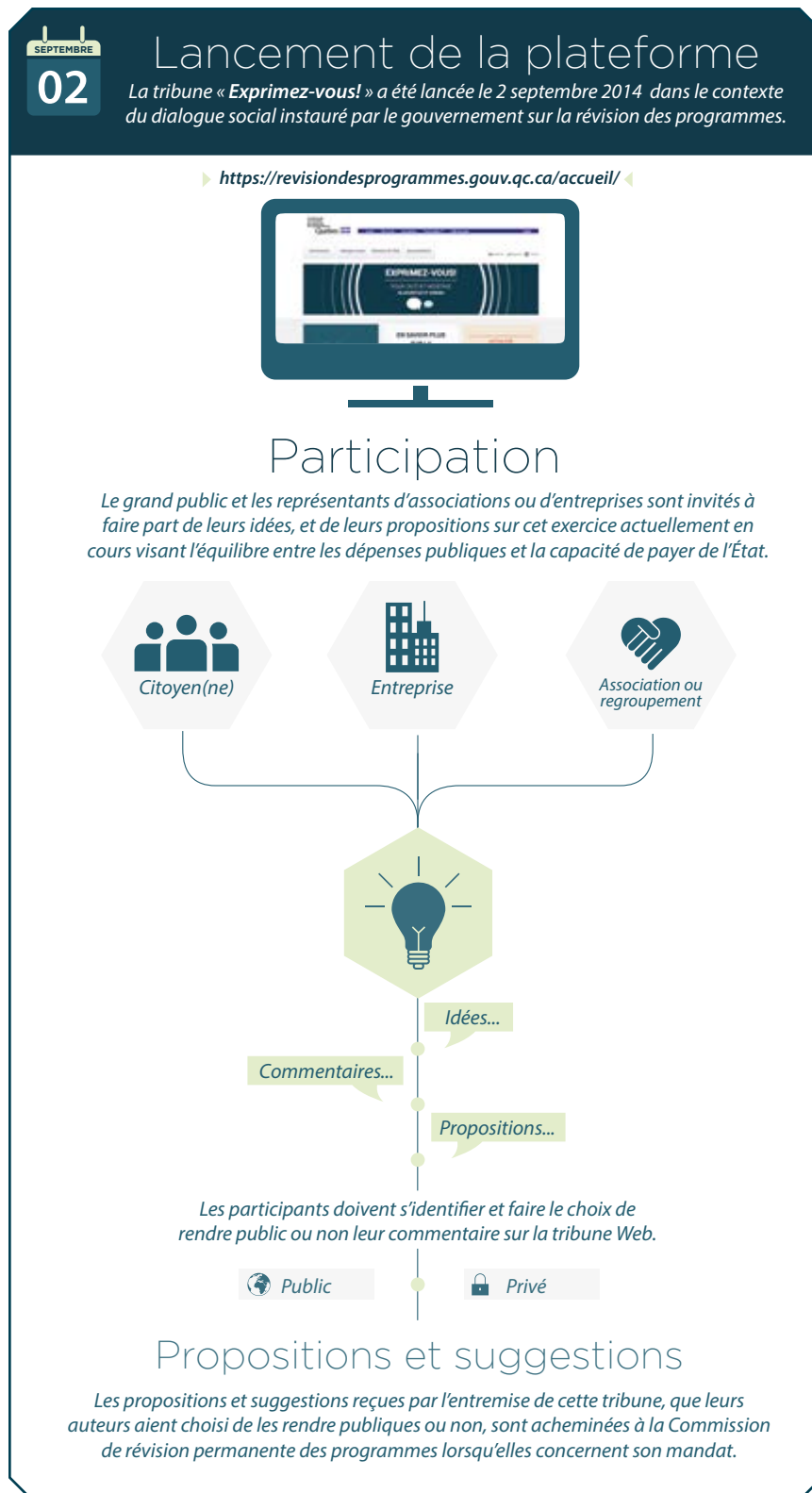
Pour faciliter la lecture du texte, le genre masculin est utilisé sans aucune intention discriminatoire.

Table des matières

1	Mise en contexte	4
1.1	La tribune «Exprimez-vous!»	4
2	Les statistiques de participation	5
3	La méthodologie utilisée	6
4	Les faits saillants en 15 sujets	8
5	Les faits saillants en 10 thèmes	9
5.1	Administration publique, gouvernement et élus	10
5.1.1	Taille de l'État	11
5.1.2	Services	13
5.1.3	Primes de départ, fonds de pension et régimes de retraite	15
5.2	Finances	17
5.2.1	Dépenses	18
5.3	Éducation	20
5.3.1	Le financement des écoles privées	21
5.3.2	Abolition, élimination, réduction du nombre de commissions scolaires	23
5.4	Santé	25
5.4.1	Système de santé	26
5.4.2	Abolition des Agences de la santé et des services sociaux	28
5.4.3	Le principe d'utilisateur-payeur	30
5.5	Sociétés d'État et organismes	32
5.5.1	Abolir ou privatiser : sociétés d'État et organismes	33
5.6	Famille	35
5.6.1	Frais des services de garde	36
5.6.2	Financement des congés parentaux	38
5.7	Développement économique	40
5.7.1	Subventions aux entreprises	41
5.7.2	Création d'emplois	43
5.8	Solidarité sociale	45
5.9	Informatique	47
5.9.1	Les coûts	48
5.10	Culture et langue française	50
5.10.1	Culture	51
5.10.2	Langue française	53
6	Conclusion	54

1 Mise en contexte

1.1 La tribune «Exprimez-vous!»



La tribune «Exprimez-vous!» a été lancée le 2 septembre dernier dans le contexte du dialogue social instauré par le gouvernement sur la révision des programmes.

Cette tribune est accessible sur le site Internet de la Commission de révision permanente des programmes. Elle permet aux citoyens et aux représentants d'associations ou d'entreprises de faire entendre leur voix à propos de l'exercice de révision des programmes sur une base volontaire et nominative.

Quelques questions viennent guider les propos des participants à la tribune «Exprimez-vous!» :

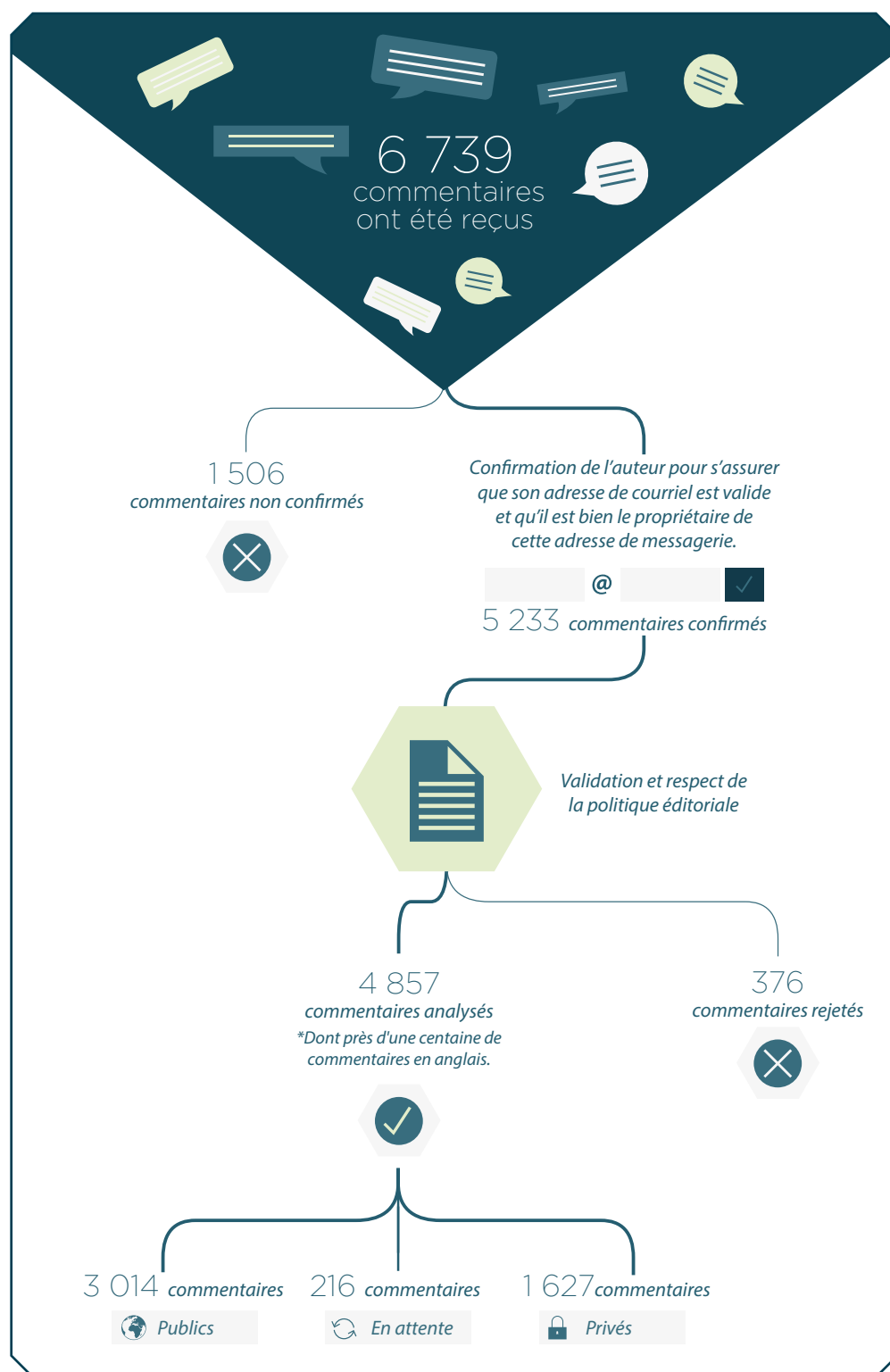
- Quelles sont vos propositions afin de réduire, de façon durable, les dépenses publiques en fonction des priorités d'aujourd'hui?
- Quelles sont vos suggestions afin que l'État fasse des économies récurrentes?
- Quels programmes pourraient fonctionner autrement et de quelle manière?
- Quels programmes et quels organismes ont perdu de leur pertinence dans le contexte d'aujourd'hui et pourquoi?



2 Les statistiques de participation

Du 2 septembre au 28 septembre 2014

Du 2 au 28 septembre 2014, le site Web de la Commission a reçu 47 560 visites. La tribune « Exprimez-vous! », qui y est hébergée, a connu, dès sa mise en ligne, un réel engouement auprès de la population. En effet, dans ses deux premières semaines d'activité, elle a reçu près de 80 % des commentaires recueillis au cours du mois.



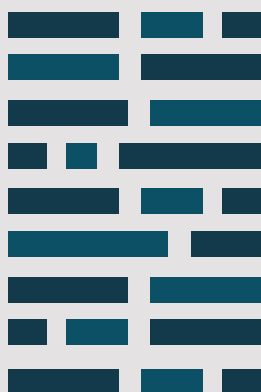
3 La méthodologie utilisée

Tous les commentaires reçus par l'entremise de la tribune «Exprimez-vous!» du 2 au 28 septembre 2014 ont été lus et examinés. Ce document présentant les faits saillants est le résultat de l'analyse des mots et des groupes de mots utilisés dans 4 857 opinions. Pour ce faire, il a été convenu de s'attarder aux thèmes liés aux missions de l'État et aux groupes de mots s'y rattachant. Le repérage des thèmes, des mots ou des groupes de mots a été fait selon une technique informatique inspirée du *Natural Language Processing (NLP)*.

Pour la période visée,
la tribune contient :



29 547
mots distincts



334 315
groupe de mots



46 764
phrases



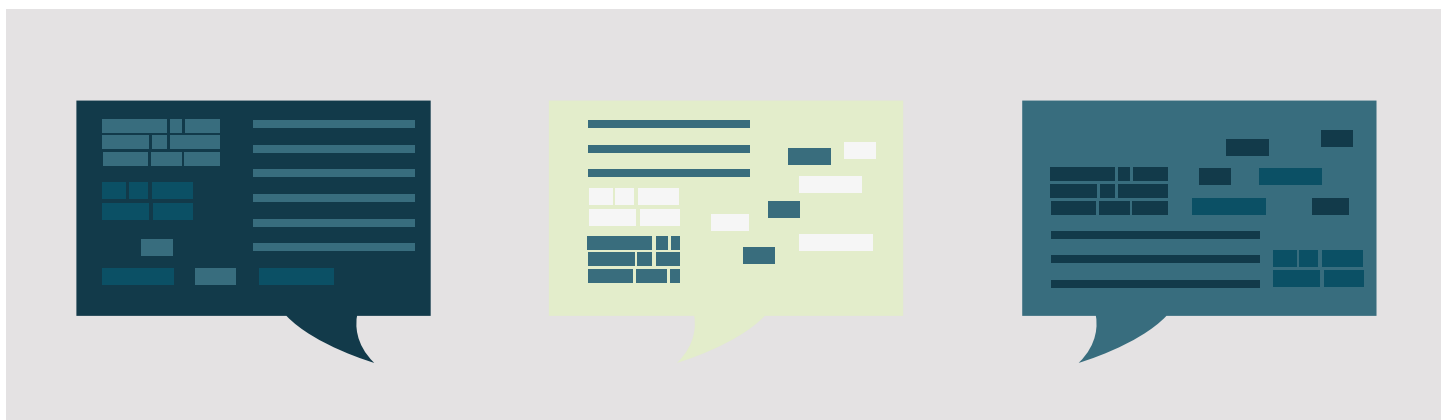
3 Méthodologie (suite)

L'ensemble des opinions a donc été soumis à une analyse des contenus, soit une analyse des mots et des groupes de mots utilisés dans des énoncés en fonction de leur récurrence et des liens de sens qui s'établissent entre eux.

L'exercice réalisé s'inspire d'un processus de comparaison et d'enregistrement de différences. Les informations colligées sont considérées comme provenant de mesures ordinales, c'est-à-dire que les opinions recueillies permettent plus que l'énumération et le classement. Elles peuvent être comparées en fonction du degré d'endossement et présenter un ordre relatif découlant d'une comparaison directe ou indirecte. Il importe de souligner que les différences ne s'expriment pas en unités égales. La quatrième opinion n'est pas deux fois moins populaire ou deux fois moins importante que la deuxième, alors que l'absence d'opinion n'équivaut pas à un zéro absolu. Tout au plus, il est permis de conclure que cette opinion est plus populaire que cette autre.

Cette méthodologie sans être une enquête scientifique, ni un sondage consiste en une consultation publique sur une base volontaire. **Il importe donc de considérer que les résultats de cette consultation s'appliquent uniquement aux commentaires reçus sur la tribune «Exprimez-vous!» et ne peuvent être extrapolés à l'ensemble de la population du Québec. Elle ne peut donc être qualifiée de représentative de la population.** Cependant, cette technique d'échantillonnage permet de faire ressortir le poids des opinions exprimées par les participants plutôt que d'estimer le degré de représentativité.

Ce document met en lumière les faits saillants qui ressortent de l'ensemble des propos contenus dans les 4857 commentaires reçus par l'entremise de la tribune «Exprimez-vous!». Chacun de ces commentaires présente plusieurs idées, suggestions ou propositions concernant la révision des différents programmes de l'État. En plus de mettre en lumière les opinions les plus présentes sur cette tribune en fonction de la fréquence des mots utilisés, ces faits saillants présentent aussi le positionnement des participants sur les sujets les plus abordés. À remarquer que dans chacun des éléments visuels de ce document, la taille des mots ou encore des boîtes les contenant, est directement proportionnelle au nombre de phrases qui en font mention.





4 Les faits saillants en 15 sujets

Les propos au cœur des 4 857 opinions exprimées du 2 au 28 septembre 2014
qui ressortent parmi les 15 premiers sont les suivants :

Système de santé

Procréation assistée

École privée

Aide sociale

Primes de départ

Commission scolaire

Classe moyenne

Crédits d'impôt



Ticket modérateur

Gouvernement du Québec

Frais de garderie

Fonds de pension

Hydro-Québec

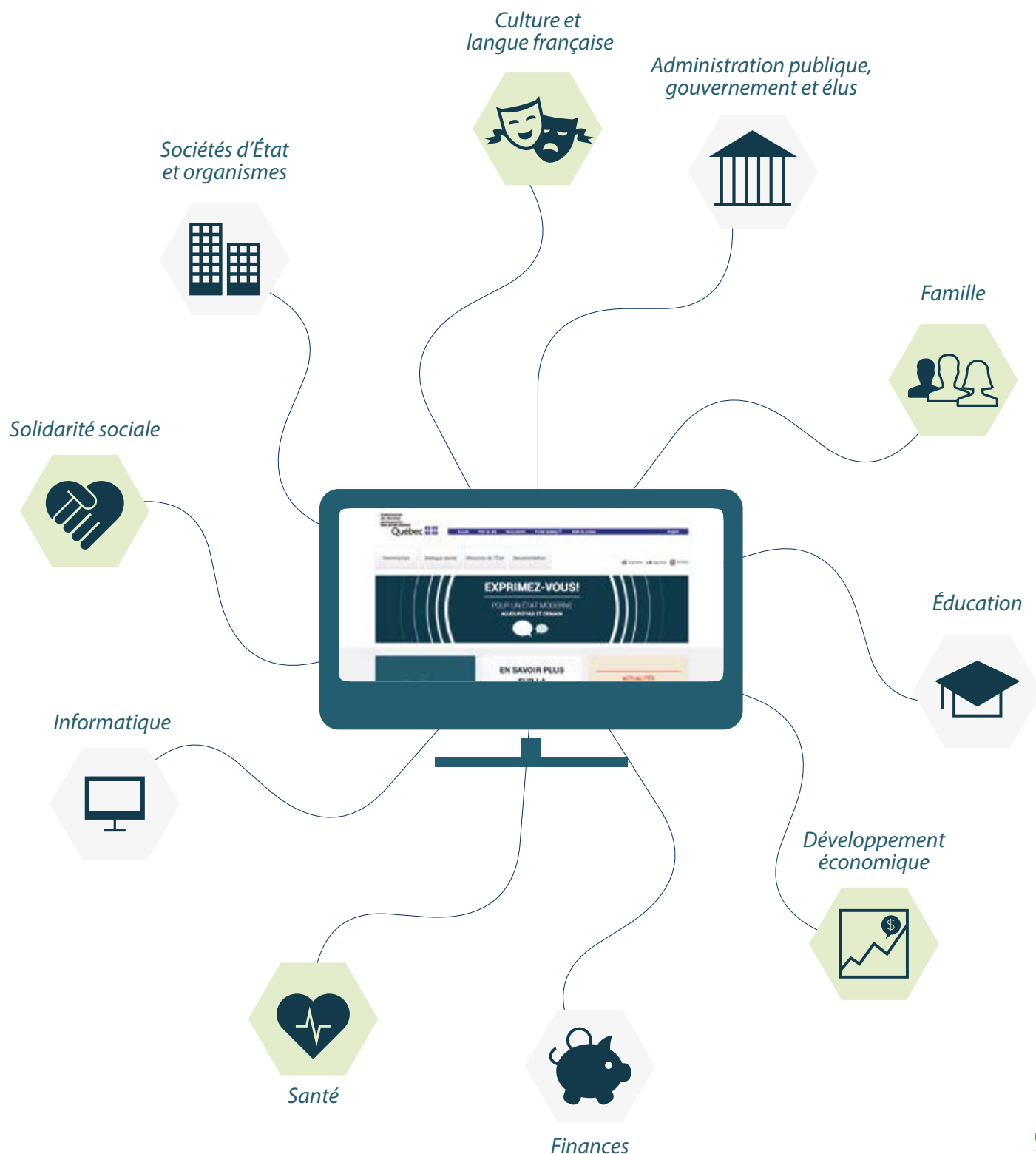
Fonction publique

Congé parental



5 Les faits saillants en 10 thèmes

Les quinze sujets précédents sont reliés à différents secteurs du gouvernement, qu'on appellera, dans le contexte de ce document, des « thèmes ». Par exemple, « Système de santé », « Ticket modérateur » et « Procréation assistée » sont tous des sujets liés au thème « Santé ». Après une analyse plus pointue des groupes de mots qui y sont reliés, on constate que dix thèmes se dégagent des autres. Pour chacun de ces thèmes, l'analyse a permis de dégager le nombre d'opinions qui ont été exprimées et de connaître les sujets les plus abordés.

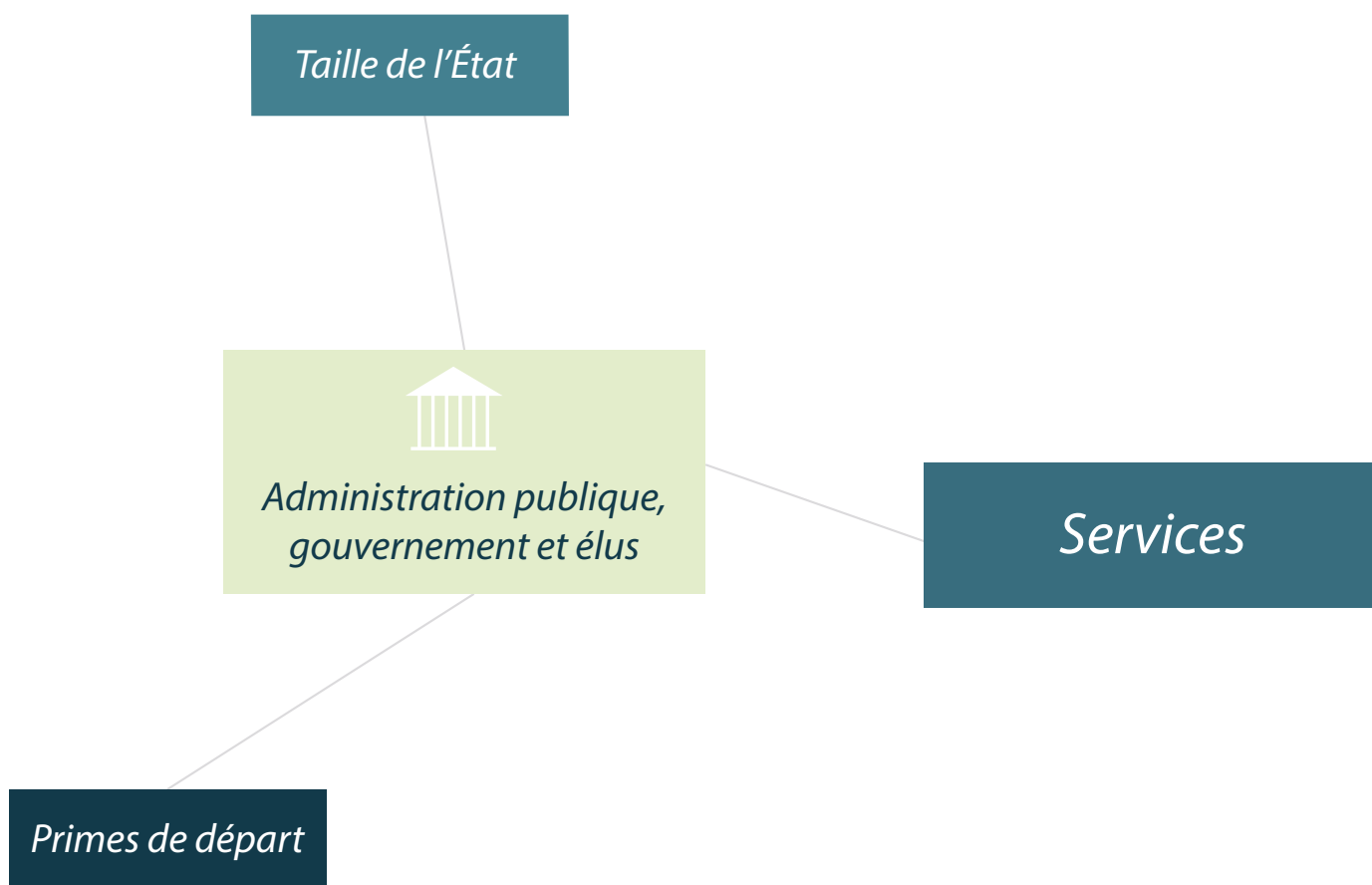




5.1 Administration publique, gouvernement et élus

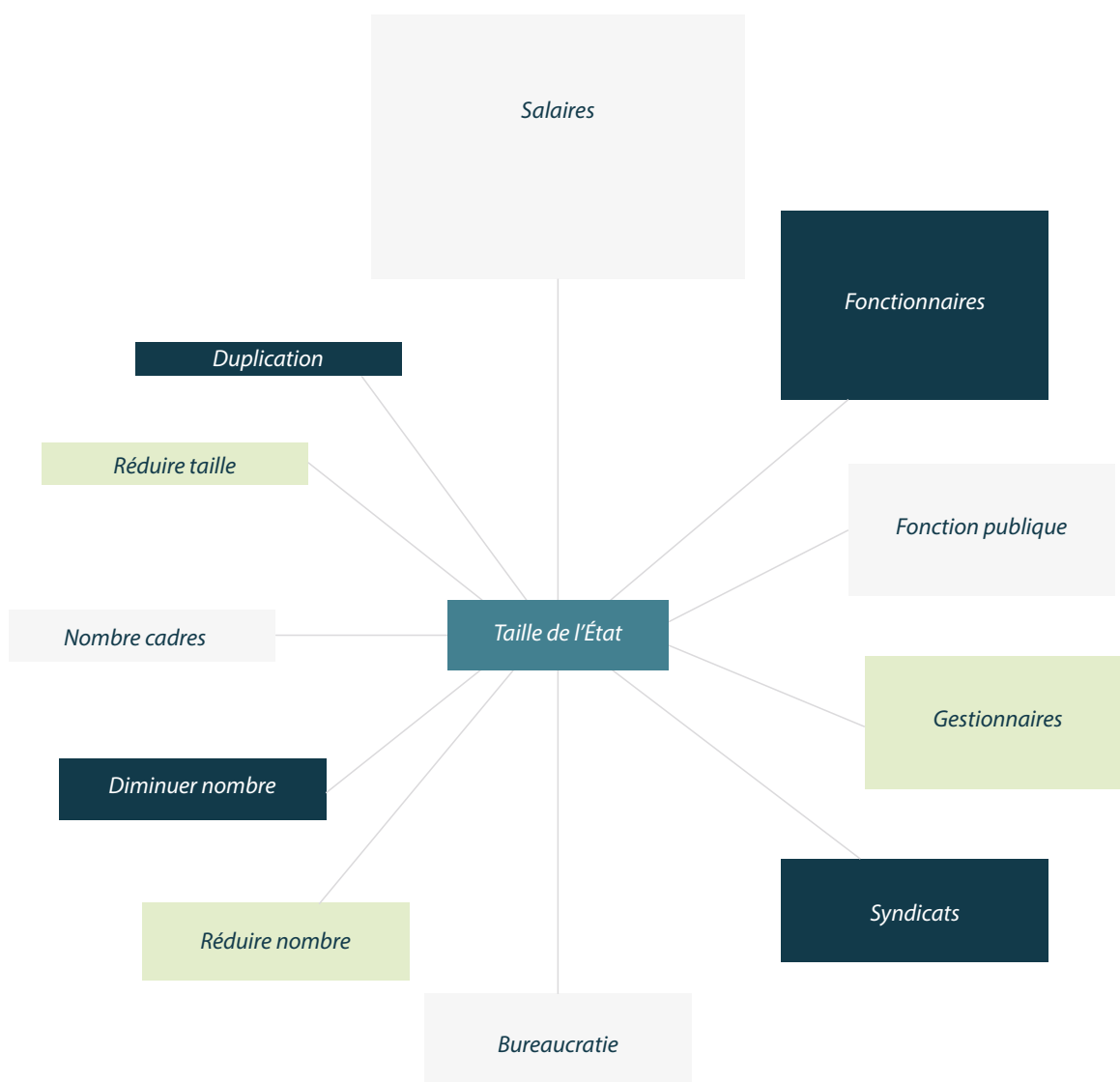
Ce thème a suscité 3 474 commentaires distincts, ce qui en fait le thème le plus abordé sur la tribune «Exprimez-vous!», du 2 au 28 septembre dernier.

De ces propos se dégagent trois sujets d'intérêt pour les participants pendant la période visée :



5.1.1 Taille de l'État

Au premier rang des propositions exprimées concernant le thème « Administration publique, gouvernement et élus » vient le sujet de la « Taille de l'État ». Les préoccupations à cet égard sont véhiculées dans 4 050 phrases. Les groupes de mots suivants ressortent parmi les plus fréquemment utilisés à ce sujet :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Revoir les structures administratives pour éviter de réduire les services directs à la population.
- Diminuer le nombre de députés, de même que le nombre de cadres et d'employés de l'État.
- Réduire la bureaucratie pour une administration publique plus performante au regard de la qualité des services.
- Se comparer à d'autres instances gouvernementales au regard de la taille et de la performance de l'administration publique.

Voici des extraits de commentaires au sujet de la taille de l'État :

« Il faudrait réduire le nombre de cadres autant dans les réseaux de la santé et de l'éducation. Une partie de l'argent ainsi économisée pourrait être réinvestie dans les services directs à la population. »

« Nombre de députés, il faudrait abaisser le nombre de circonscriptions (et donc de députés) à 75, soit 1 député pour 108 000 habitants, ce qui est tout à fait dans la norme de la plupart des démocraties occidentales... Le gouvernement devrait prêcher par l'exemple... »

"... reduce government bureaucracy in its ministries and agencies, reduce bureaucracy in schools and hospitals make public funds available to teachers doctors and nurses..."

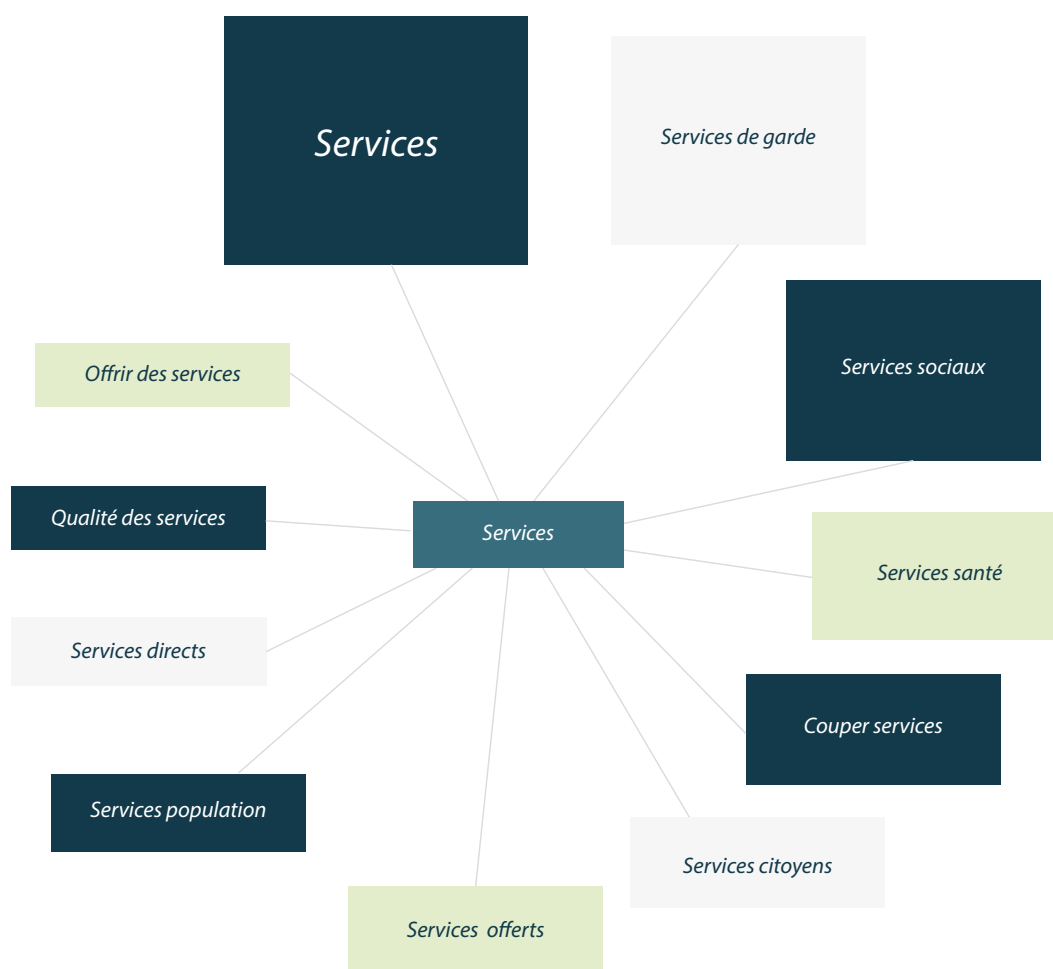
Traduction : « ... réduire la bureaucratie dans les ministères et agences, réduire la bureaucratie dans les écoles et hôpitaux, rendre les fonds publics accessibles aux professeurs, docteurs et infirmières ... »

« ... une grande partie du coût de l'administration publique vient du fait qu'il y a trop de subventions et crédits d'impôts pour lesquels les citoyens ou organismes privés doivent remplir une demande et pour des fonctionnaires et/ou des systèmes informatiques doivent passer du temps à évaluer la dite demande. »

« ... l'assainissement des dépenses passe inévitablement par des coupures et ces coupures se feront soit sur le dos des fonctionnaires ou de la population; il est donc politiquement plus judicieux de réduire le fonctionnariat et la taille de l'État. »

5.1.2 Services

La notion de « services » est très présente dans les propos exprimés par les participants à la tribune « Exprimez-vous! ». À lui seul, le mot « service » se trouve dans 2 651 phrases distinctes. On atteint 3 552 phrases lorsqu'on lui associe d'autres mots pour en préciser le sens. Ainsi, on peut constater que les services à la population, qu'ils soient en matière de santé, de services sociaux, d'éducation ou encore de garde, leur qualité et la perspective de les voir faire l'objet d'une réduction font partie des principales préoccupations des participants :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Trouver d'autres sources de revenus pour préserver le filet social et le principe d'universalité.
- Réviser les structures avant de toucher au panier de services offerts à la population.
- Préserver les services considérés comme étant essentiels.
- Privatiser certains services.
- Limiter l'accès à certains services en fonction de conditions telles que :
 - le revenu;
 - l'âge;
 - les capacités physiques ou psychologiques.

Voici des extraits de commentaires au sujet des services :

« Récupérer l'argent versé en trop à la suite des travaux de la Commission Charbonneau... introduire un péage sur les ponts et les principales autoroutes... »

« ...qu'on fasse la chasse aux revenus plutôt que de s'attaquer aux services publics et aux plus démunis... »

« Abolir le nombre de comités conseils au gouvernement et dans la structure paragouvernementale... »

« Limiter le programme d'assurance médicaments aux cas graves à prévoir par règlement... »

« Réduire le nombre de députés et de ministres et le personnel politique... »

« Les garderies à 7 \$ par jour sont une très bonne mesure... mais pour des familles à faible revenu! Pourquoi ne pas ajuster le tarif au revenu familial? De cette façon, ce serait plus juste et vous ne demanderez pas aux contribuables de payer la garderie des familles à haut revenu... »

« Limiter l'accès à l'aide sociale aux personnes aptes au travail à 60 mois pour la durée de leur vie... »

« Privatiser le plus possible toutes les activités de l'État... »

« Limiter le programme d'assurance parentale à 2 mois... »

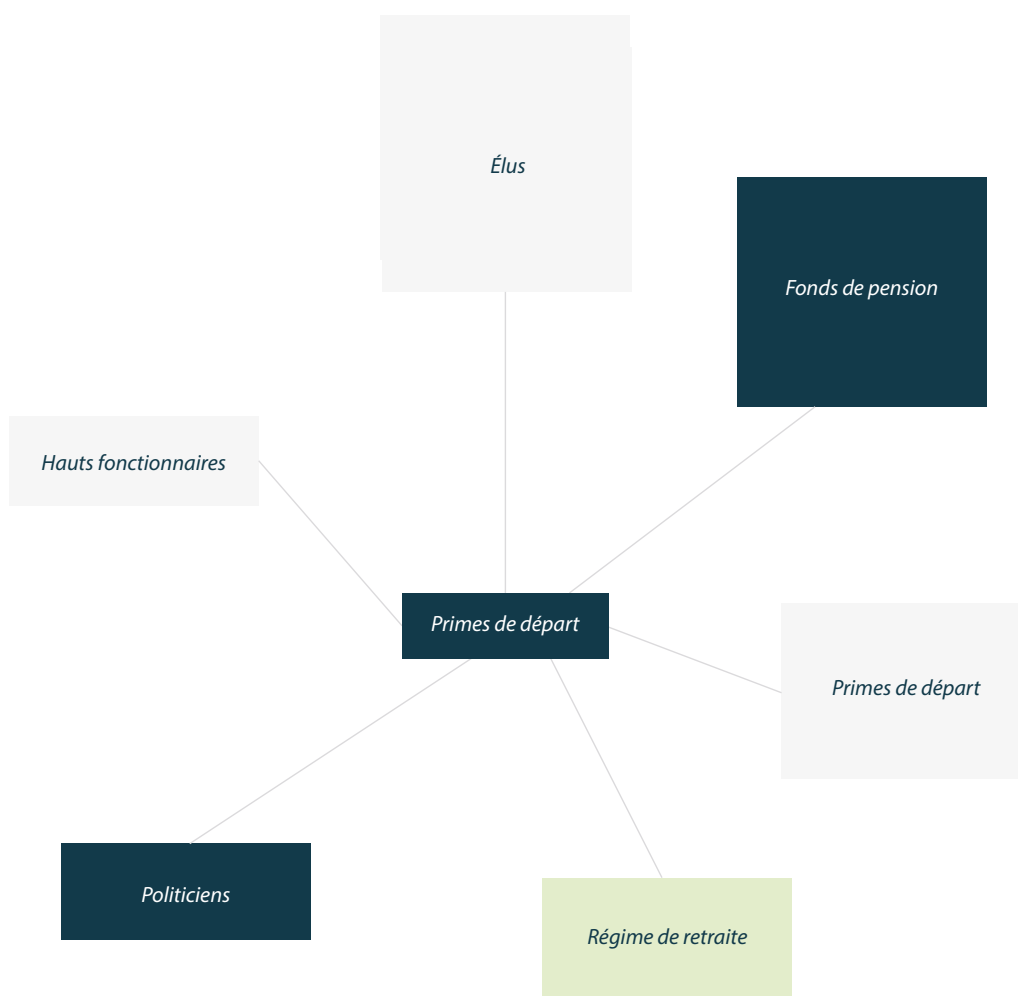
« ... peut-être que si les entreprises payaient leur part d'impôts on ne serait pas obligé de couper dans les services aux citoyens... »

« ... le premier devoir du gouvernement du Québec est de tout faire pour augmenter ses revenus, et non couper dans les services à la population, qui sont déjà très perfectibles, en particulier en santé et en éducation... »

« ... le gouvernement doit avoir le courage de couper dans les services que l'on ne peut plus s'offrir ou qui sont offerts à une minorité et financés par la majorité... »

5.1.3 Primes de départ, fonds de pension et régimes de retraite

Ce sujet est revenu très fréquemment dans les propos des participants à la tribune «Exprimez-vous!». Il est présent dans 1 770 phrases lorsqu'il est en relation avec le thème «Administration publique, gouvernement et élus». On constate que, lorsqu'il est question de primes de départ ou encore de régimes de retraite, les participants font presque toujours la relation avec les élus, les hauts fonctionnaires et les sociétés d'État. De plus, la perception des participants est très négative à l'égard des bonis accordés aux hauts fonctionnaires dans un contexte de révision des programmes et d'atteinte de l'équilibre budgétaire. Les mots suivants sont ceux qui ont été le plus utilisés à ce sujet :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Abolir les primes de départ aux élus et hauts fonctionnaires, notamment en cas de départ volontaire.
- Revoir les salaires, les bénéfices et les avantages sociaux des élus, des hauts fonctionnaires et des employés de l'État pour réduire les dépenses publiques.
- Réviser le pourcentage des contributions employeurs/employés aux régimes de retraite pour réduire les dépenses.
- Valoriser l'atteinte des objectifs pour l'obtention de bonis au rendement

Voici des extraits de commentaires au sujet des primes de départ, fonds de pension et régimes de retraite:

« ... avant de couper dans les services il serait nécessaire de couper comme dans les bonis des élus ex les plans bonis Hydro Québec, etc. »

« ... il faudrait plutôt allouer les budgets principalement en fonction des projets proposés et de la charge de travail pour l'année à venir pour inciter les gestionnaires à réduire leurs coûts via des gains de productivité faire plus avec moins, aligner les systèmes de récompenses bonis, etc. en fonction entre autres de l'atteinte des objectifs budgétaires... »

« ... les primes de départ et les bonis doivent cesser dans le secteur public et politique il est tout à fait honteux de couper dans les programmes et services quant au même moment des personnes sont privilégiées et reçoivent des généreuses primes de départ même lorsqu'ils quittent leurs postes volontairement... »

« ... donner l'exemple en modifiant le régime de retraite des députés partage 50/50 et âge de la retraite à 65 ans prendre exemple sur le fédéral... »

« ... augmenter la part de cotisation du fond de pension des députés à 50/50, augmenter le nombre de mandats nécessaires pour que les députés aient droit à leurs fonds de pension... »



5.2 Finances

Bien qu'étant d'un grand intérêt auprès des participants à la tribune, ce thème ayant en effet fait l'objet de 2 604 commentaires distincts, il importe de souligner qu'il est davantage en lien avec le mandat de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise.

C'est pourquoi ces faits saillants s'attarderont sur un sujet fréquemment abordé et pouvant contribuer à la réflexion en cours sur la révision des programmes, soit celui des dépenses.

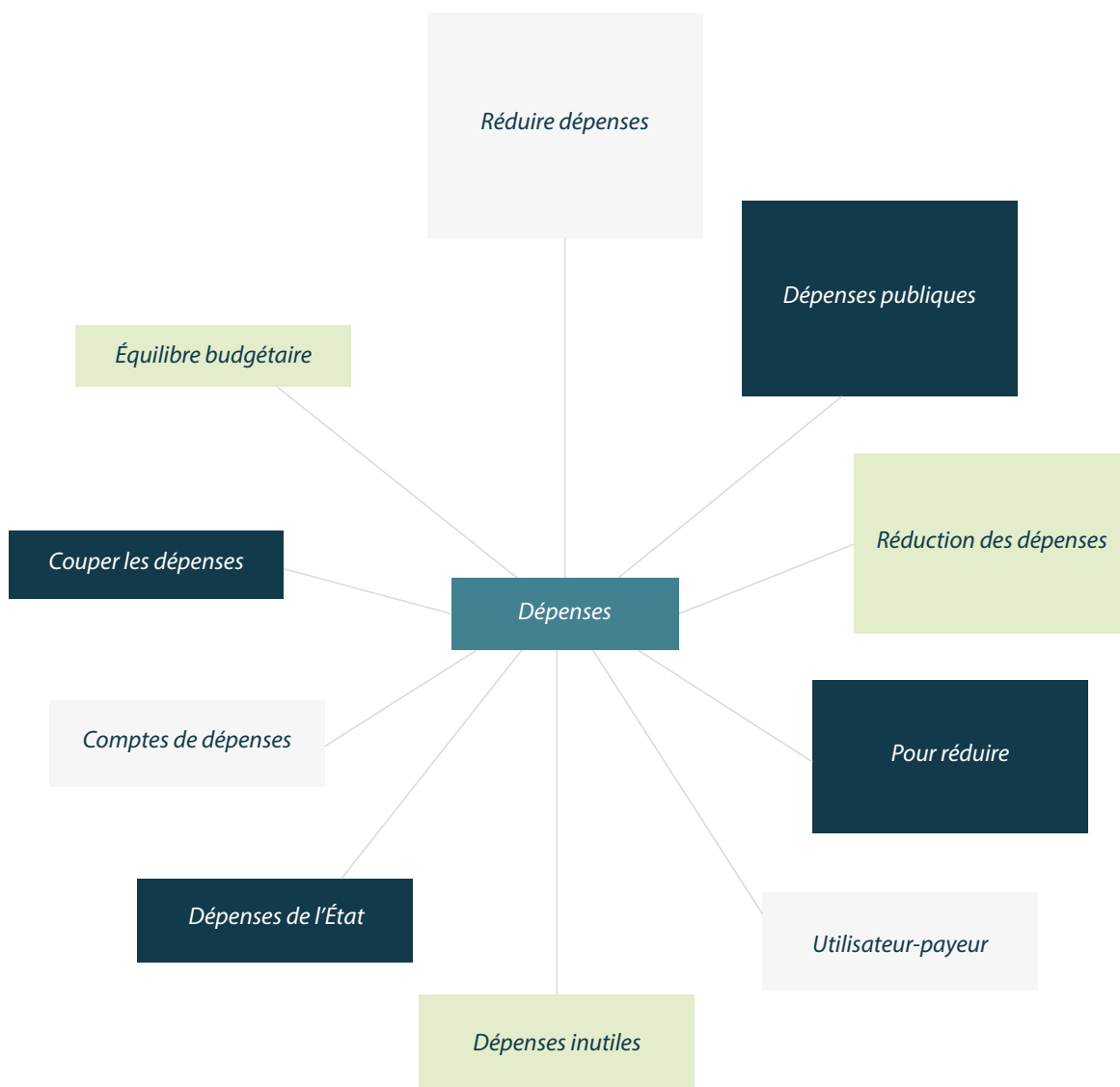
Dépenses



Finances

5.2.1 Dépenses

À lui seul, le mot «dépenses» a été utilisé dans 1 767 phrases. Ce sujet a généré 3 066 phrases sur la tribune. Les idées et propositions exprimées par les participants se concentrent sur la réduction des dépenses, l'atteinte de l'équilibre budgétaire et le principe d'utilisateur-payeur pour diminuer les dépenses publiques. À remarquer que la proposition de réduire le nombre de structures de l'État revient aussi :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Réduire le nombre de structures administratives (ministères, organismes, sociétés d'État).
- Réduire les comptes de dépenses des élus et des employés de l'État.
- Adopter des mesures de contrôle des dépenses plus performantes.
- Abolir le principe des budgets périmés en fin d'année entraînant des dépenses inutiles pour encourager la saine gestion des enveloppes budgétaires en fonction des besoins.

Voici des extraits de commentaires au sujet des dépenses :

« ...idées de base pour rationaliser les dépenses, arrêter de subventionner les grandes entreprises qui font des profits monstrueux banques industrie pétrolière, industrie automobile, industrie minière etc... »

« Faire le ménage des organismes gouvernementaux qui ne sont pas essentiels considérant notre déficit annuel ainsi que l'énormité de notre dette... »

« ... il serait peut-être intéressant d'introduire des indicateurs de performance concernant les ressources nécessaires à l'atteinte des résultats inhérents à la qualité des services aux citoyens... »

« ...plutôt que des coupures dans les programmes nous suggérons des mesures de contrôle des dépenses et des solutions fiscales... »

« ... je pense que généralement, il faudrait mettre fin aux organismes ou aux programmes qui vident leur budget à la fin de l'année pour ne pas se faire couper... »



5.3 Éducation

Le thème « Éducation » a généré 2 263 opinions distinctes sur la tribune « Exprimez-vous! ». Deux sujets se démarquent après analyse des opinions transmises à ce sujet, soit :

Financement des écoles privées

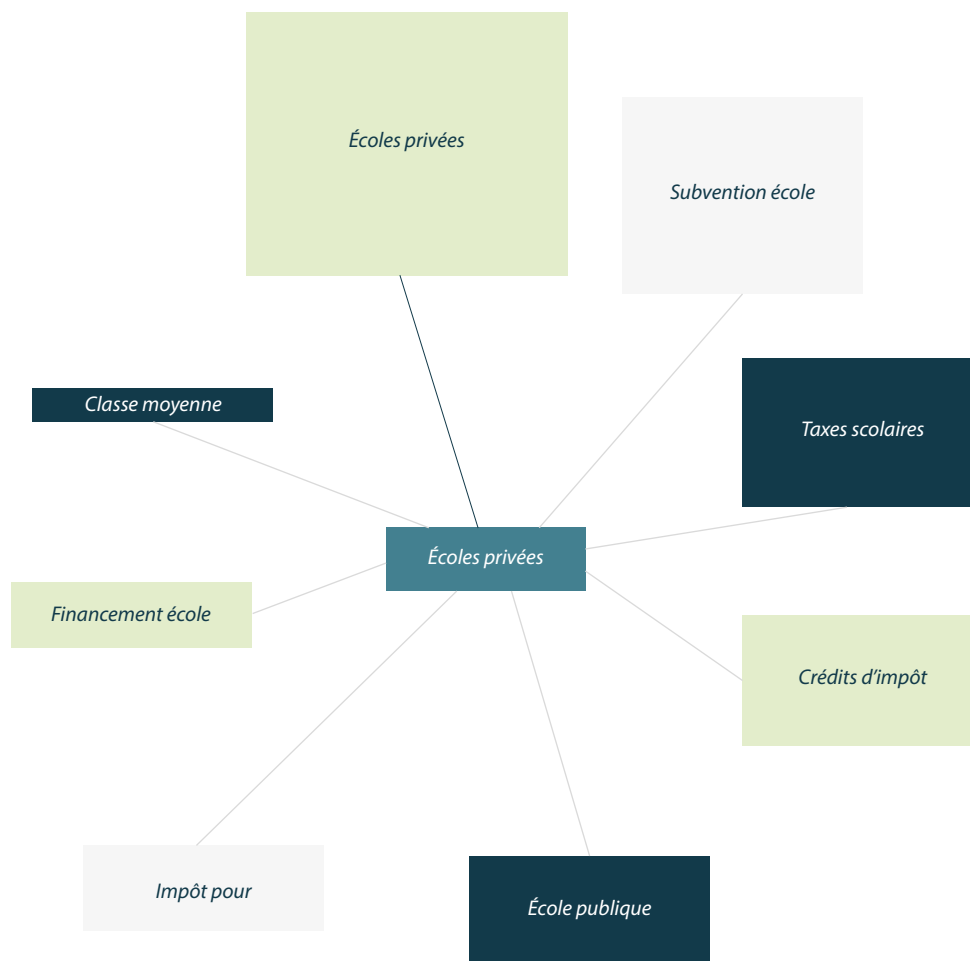


Éducation

Abolition des commissions scolaires

5.3.1 Le financement des écoles privées

Ce sujet se retrouve dans au moins 4053 phrases distinctes parmi les opinions véhiculées sur la tribune «Exprimez-vous!». Les avis sont partagés chez les participants quant à la pertinence de réduire ou même d'éliminer le financement des écoles privées.



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus et illustrant les points de vue divergents à ce sujet :

Deux tendances se sont rapidement dégagées à ce sujet chez les participants : ceux qui proposent d'éliminer ou de réduire le financement des écoles privées et ceux qui demandent le maintien du *statu quo*. Les premiers proposent :

- d'utiliser les sommes actuellement investies pour financer les écoles privées dans l'amélioration du système public;
- de cesser d'appauvrir le système public au profit du privé;
- d'adopter le principe de l'utilisateur-payeur et de faire en sorte que les parents qui optent pour le privé assument financièrement ce choix.

Ceux qui demandent le maintien du financement des écoles privées soutiennent :

- qu'aucune économie n'est à faire en réduisant le financement des écoles privées;
- qu'au contraire, une augmentation des coûts est à prévoir si une intégration potentiellement massive d'élèves issus d'écoles privées survenait dans le système public;
- qu'il faut évaluer rigoureusement les impacts d'une réduction ou d'une élimination du financement des écoles privées, notamment au regard des coûts pour le système public, de la capacité d'accueil et de la qualité des services.

Voici des extraits de commentaires au sujet du financement des écoles privées :

« ...il ne faudrait pas diminuer les subventions aux écoles privées car il est prouvé que ce système fait épargner des millions de dollars, imaginez l'afflux d'élèves dans le secteur public dont il faudrait financer la scolarité à 100%, les coûts supplémentaires pour l'agrandissement des établissements, le chaos dans les ressources humaines et l'insatisfaction de la classe moyenne qui croit au secteur privé... »

« Le gouvernement devra payer davantage pour l'enfant qui est rendu au public par rapport à ce qu'il payait quand ce même enfant était au privé. C'est mathématique, il n'y a aucune économie à faire en restreignant l'accès aux écoles privées... »

« Les parents décident d'envoyer les enfants dans une école privée, c'est donc à eux de payer, c'est un choix individuel et non collectif... »

« Des coupures dans les écoles privées et dans le transport scolaire des élèves qui les fréquentent sont un véritable couteau à deux tranchants. Ce sont des coupures qui se transformeront rapidement en factures. Si vous cherchez des façons de réduire de façon durable les dépenses publiques afin de permettre à l'État de faire des économies récurrentes, il s'agit d'une bien mauvaise idée de couper dans le financement des écoles privées subventionnées... »

« ... pourquoi financer les écoles privées en appauvrissant le secteur public, celles-ci ne retiennent que les élèves performants... »

5.3.2 Abolition, élimination, réduction du nombre de commissions scolaires

L'autre sujet le plus fréquemment abordé concernant l'éducation porte sur l'avenir des commissions scolaires. À elle seule, la locution « commission scolaire » apparaît dans 3 038 phrases. S'y ajoutent celles proposant l'abolition de ces structures ou encore la réduction de leur nombre, ce qui fait un total de 3 629 phrases contenues dans les propositions des participants à la tribune :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Évaluer la possibilité de réduire le nombre de commissions scolaires ou de les fusionner.
- Réduire les salaires et le nombre d'employés des commissions scolaires, mais maintenir les services offerts.
- Réduire la bureaucratie au profit des services offerts.
- Remettre en question la tenue d'élections scolaires dès cette année.

Voici des extraits de commentaires au sujet de l'abolition, l'élimination et la réduction du nombre de commissions scolaires:

« A-t-on vraiment besoin de 72 commissions scolaires, dont 60 francophones, 9 anglophones et 3 au statut particulier? A-t-on vraiment besoin d'autant de commissaires élus? On devrait aussi se pencher sur les commissions scolaires privées subventionnées par le gouvernement du Québec. Celles-ci comptent plus de 172 écoles privées et regroupent environ 110 000 élèves dont 80 écoles qualifiées de religieuses selon Michel Lincourt et qui reçoivent 106 millions du gouvernement par année, soit le quart des subventions totales versées par le gouvernement au privé. Ne serait-il pas grand temps de revoir aussi ce modèle de commissions scolaires privées? »

« ... je ne suis pas pour l'abolition complète des commissions scolaires, mais pour une réduction des salaires ou une coupure dans les emplois. »

« La fin des élections scolaires. Que les commissaires soient maintenant des conseillers municipaux élus qui seraient délégués par les municipalités du territoire de la commission scolaire 2) Que les commissions scolaires ne soient plus responsables de la facturation des taxes scolaires. Comme la taxe scolaire a comme base l'évaluation municipale tout comme la taxe foncière, que les villes perçoivent les 2 taxes 2 mesures, aucun impact sur la population et de vraies économies pour la population. »

« ... à défaut d'abolir les commissions scolaires, les fusionner autant que possible, pour réduire la structure. »

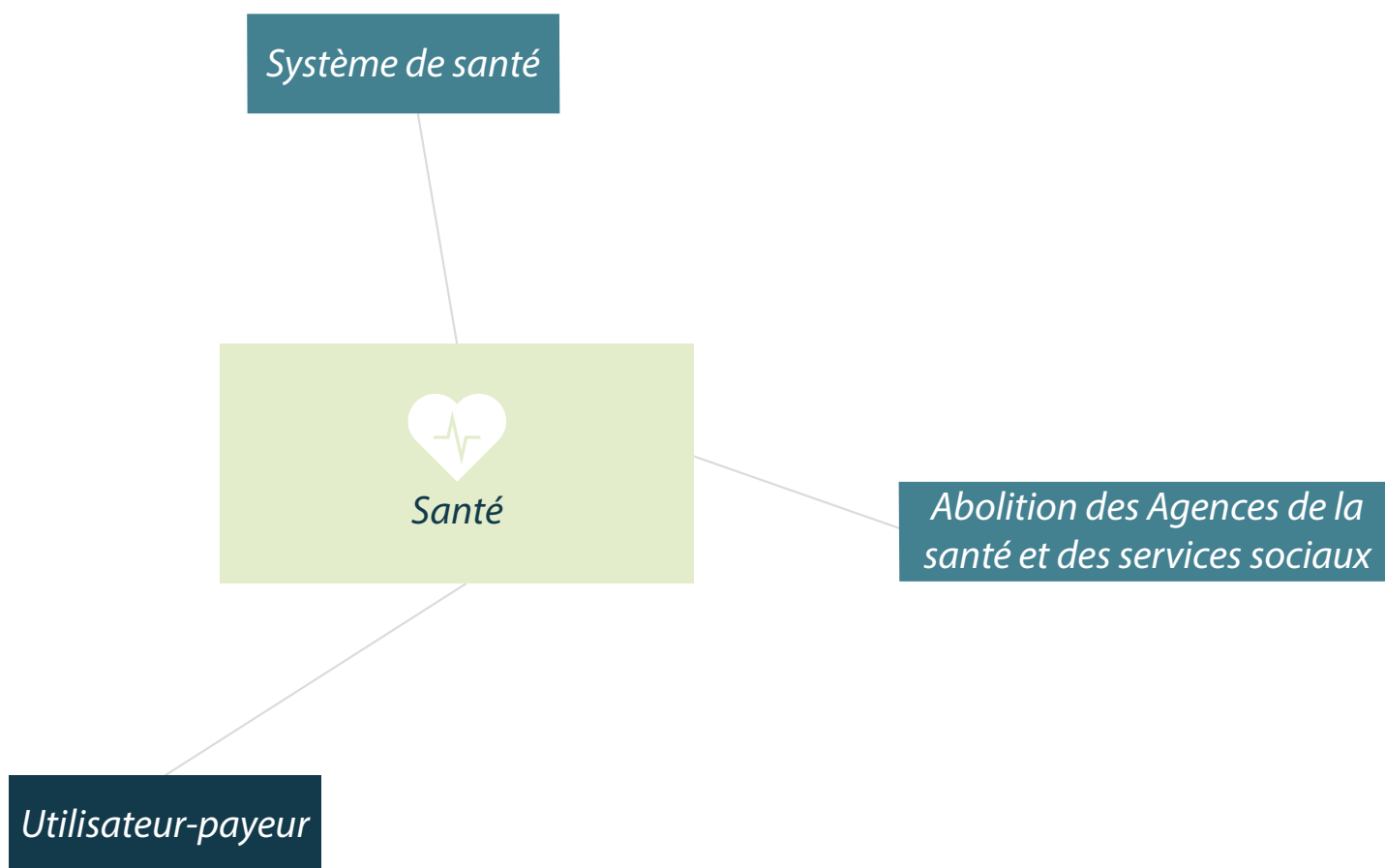
« Savez-vous combien ont coûté les dernières élections scolaires? Près de 10 millions de dollars. Savez-vous quel était le taux de participation? À peine 8 %. Lors du prochain scrutin, le 2 novembre prochain, [ce système] devrait être aboli... »



5.4 Santé

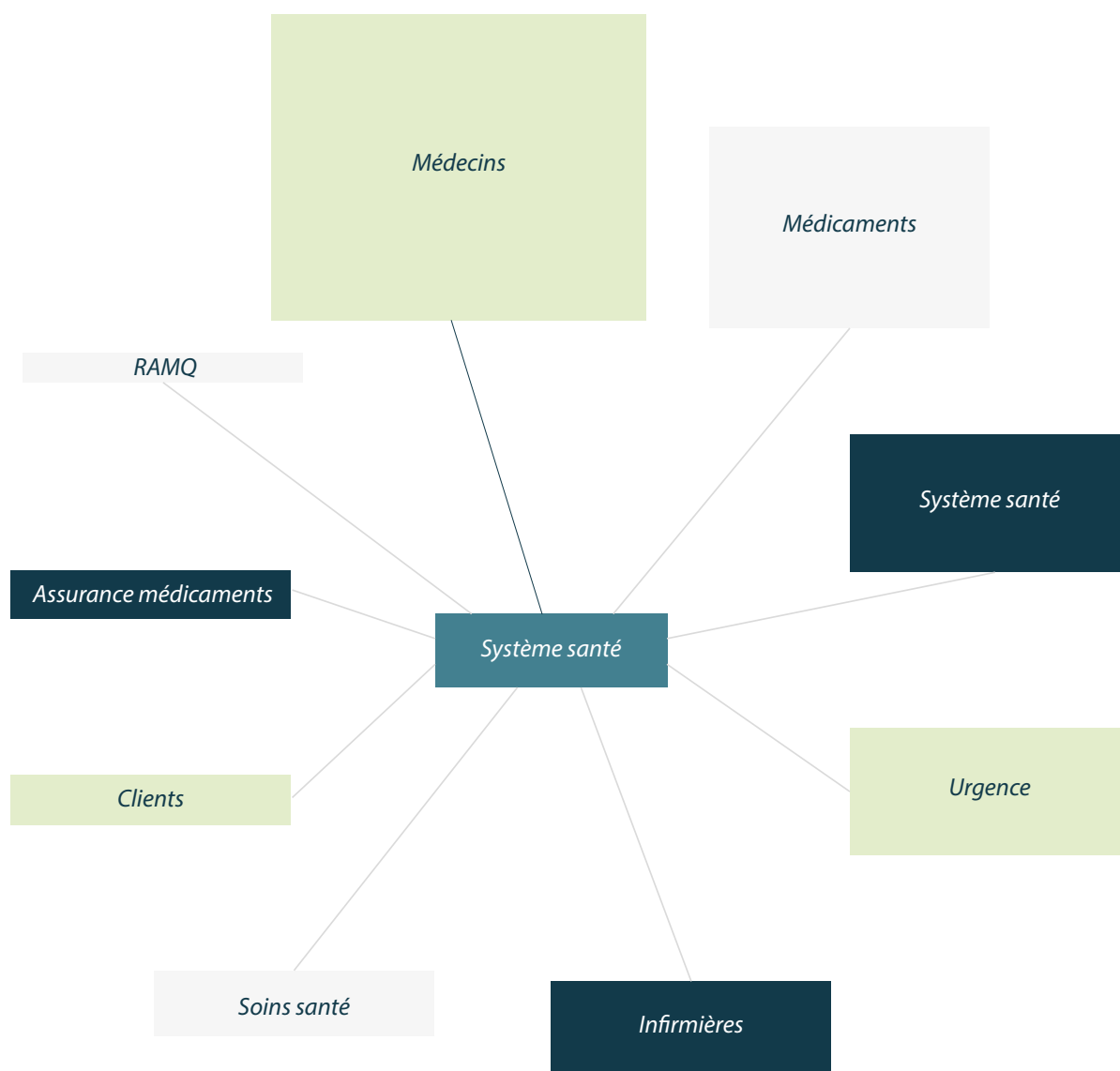
Troisième thème le plus abordé sur la tribune « Exprimez-vous! » : la santé. On a répertorié 1 915 commentaires distincts à cet égard.

En associant les groupes de mots pouvant être apparentés ou porter le même sens, on dégage trois sujets ayant suscité le plus de propos :



5.4.1 Système de santé

Le sujet «Système de santé» en général a grandement suscité l'intérêt des participants à la tribune «Exprimez-vous!». Très diversifiés, les propos à ce sujet ont tantôt porté sur les acteurs de ce système, tantôt sur ses composantes ou encore sur ses structures. Les mots ou groupes de mots suivants ont été parmi les plus utilisés à ce sujet, présents dans 2 795 phrases :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Éliminer la bureaucratie, réduire le nombre de cadres au profit des ressources humaines donnant des soins aux patients.
- Revoir le modèle de gestion des établissements de santé.
- Examiner les avantages du transfert de services vers le secteur privé.
- Mieux contrôler les coûts des médicaments.

Voici des extraits de commentaires au sujet du système de santé :

« ... avoir une politique provinciale pour l'achat des médicaments et des fournitures médicales en regroupant tous les hôpitaux du Québec... »

« L'ensemble du système doit être revu. L'administration des hôpitaux devrait être évaluée par des spécialistes en administration et peut-être même être assurée par des gestionnaires en collaboration avec les médecins bien sûr. L'étendue des frais couverts par l'assurance maladie devrait être revue. Seuls les frais reliés à la maladie devraient être supportés par la société, si plus tard nous pouvons nous le permettre d'autres services pourraient alors s'ajouter telle la conception assistée etc. Nous devons accepter qu'en matière de santé le secteur privé est là pour rester pour ceux qui peuvent se le payer... »

« ... j'ai un peu de difficultés à suivre plusieurs infirmières n'ont pas de poste à temps plein mais un record de temps supplémentaire est payé pour d'autres infirmières... »

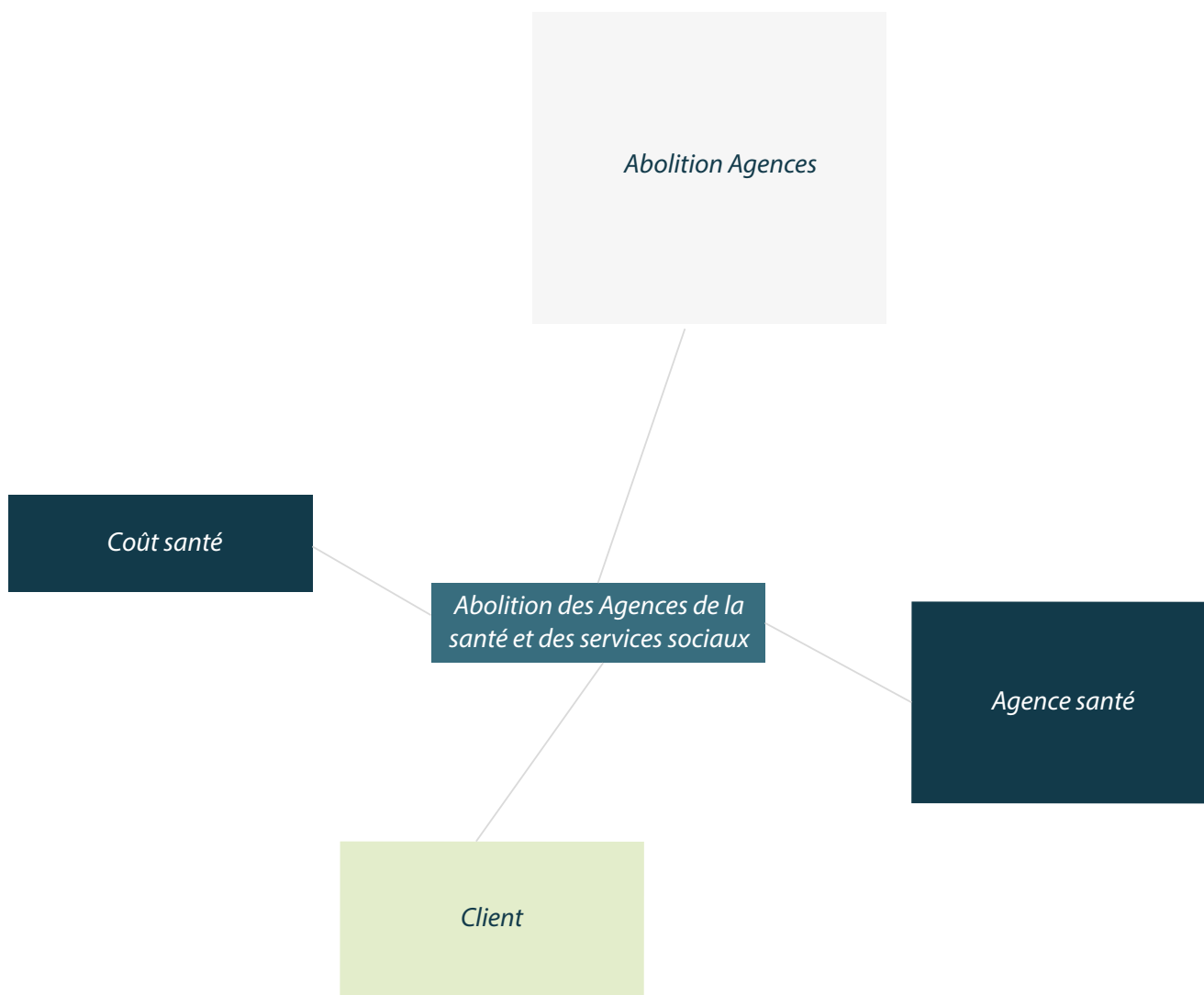
« ... adopter des mesures de contrôle du coût des médicaments, dont l'instauration d'un régime entièrement public d'assurances médicaments... »

« Diminuer le nombre d'employés cadres dans les hôpitaux et CHSLD utiliser adéquatement le réseau privé pour des lits post hospitalier ou de transition qui remplacerait les longues attentes à l'hôpital ayant des coûts plus élevés restructurer le régime d'assurance médicaments maintien à domicile augmenter les effectifs réorganisation de la santé mentale pour mieux encadre les personnes ayant besoin d'aide souvent laisse à eux même »

« Remettre au citoyen recevant un service en santé un état des coûts de l'action médicale reçue. Ça pourrait avoir un effet modérateur sur l'utilisation du système de santé et développera le sens critique des citoyens à l'égard des services reçus »

5.4.2 Abolition des Agences de la santé et des services sociaux

Au regard de la restructuration du système de santé, les propositions ont été plus précises concernant les Agences de la santé et des services sociaux. Lorsqu'on analyse les mots qui y sont associés, on dénote que l'abolition des agences fait l'objet de plusieurs commentaires, notamment en raison de la lourdeur administrative et du nombre de cadres jugé comme étant élevé par bon nombre de participants. Au moins 700 phrases font état de ces propos :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Éliminer la lourdeur administrative des Agences de santé et des services sociaux.
- Réduire le nombre de cadres.
- Privilégier les services directs aux patients.
- Décentraliser la gestion des établissements pour en favoriser une gestion plus directe et l'améliorer.

Voici des extraits de commentaires au sujet de l'abolition des Agences de la santé et des services sociaux :

« Il y a plusieurs choses à couper dans la lourdeur du système de santé publique. La paperasse est trop importante. Il y a beaucoup trop de cadres. Les agences de santé ne sont pas vraiment utiles, on devrait laisser plus de pouvoirs décisionnels aux CSSS... »

« Agences de la santé et service. Sociaux : je propose d'éliminer ces structures inutiles et très coûteuses... »

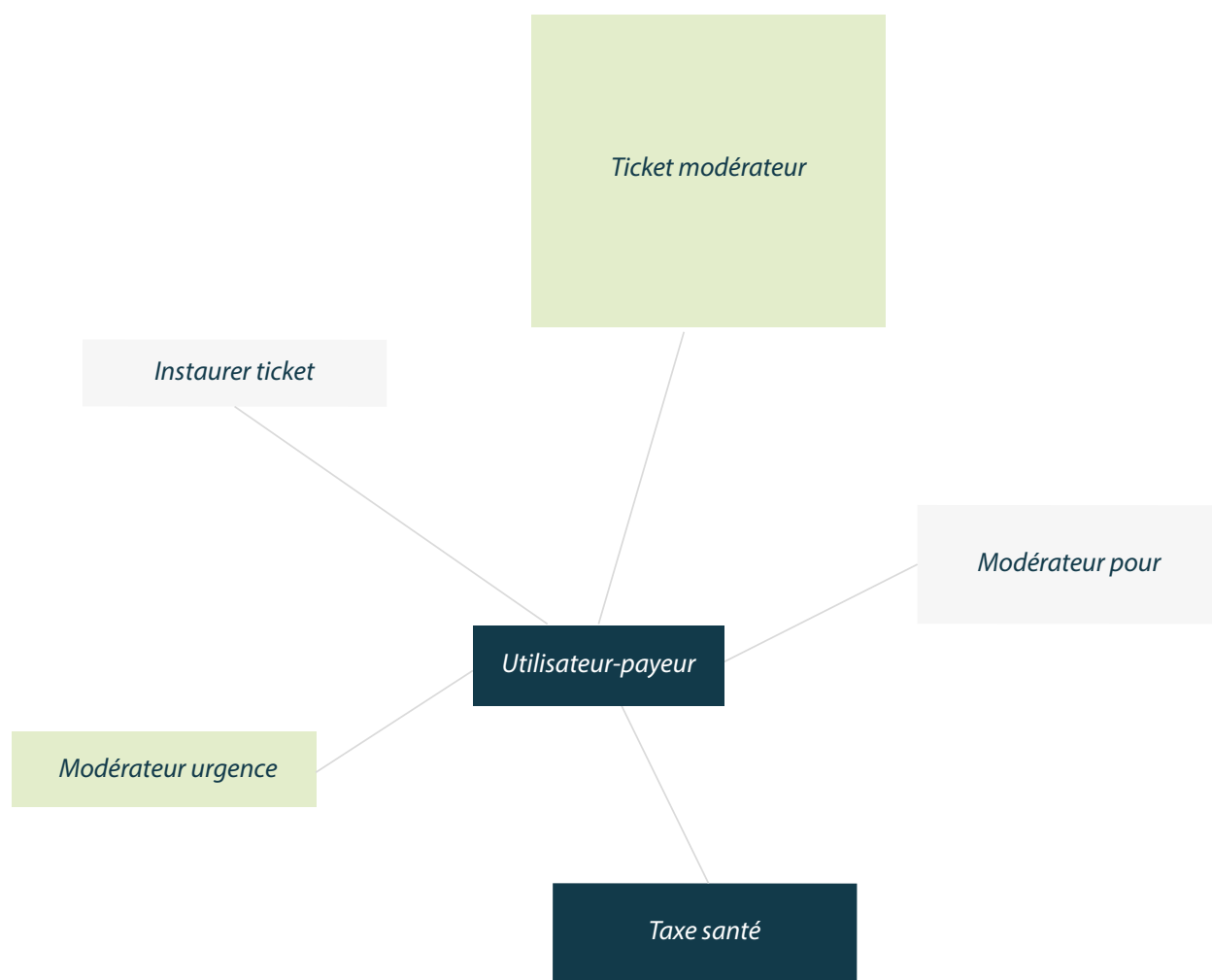
« ... réduire de 50% le budget de fonctionnement des agences de la santé... »

« Éliminer les postes cadres qui ne rendent pas des soins aux patients. (Agences de santé)... »

« ...restructuration des services de santé, la priorité aux médecins et personnels traitants, réduction des services administratifs et de soutien ainsi qu'une révision complète des dépenses et abolition des agences de santé ...»

5.4.3 Le principe d'utilisateur-payeur

Le troisième sujet à ressortir en matière de santé est celui du principe d'utilisateur-payeur. À la suite de l'analyse des groupes de mots en fonction de leurs liens et de leur fréquence, on retrouve ce sujet dans 374 phrases différentes présentes dans les opinions.



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Plusieurs proposent un ticket modérateur afin de diminuer l'attente, notamment à l'urgence des établissements de santé.
- Miser sur le ticket modérateur pour mieux faire comprendre la valeur des services reçus et éviter les visites non urgentes ou non pertinentes.
- Moduler le tarif d'un ticket modérateur en fonction du revenu, mais aussi du type de services reçus.
- S'assurer de ne pas remettre en cause le principe d'universalité garantissant l'accès aux services aux personnes plus vulnérables.
- Ouvrir davantage sur la possibilité d'opter pour le secteur privé, dégageant ainsi le secteur public.

Voici des extraits de commentaires au sujet du principe d'utilisateur-payeur :

« Ticket modérateur pour les urgences d'hôpitaux et les visites chez le médecin. Ceci freinerait les personnes qui pourraient se soigner facilement chez elles. Il n'est pas nécessaire de demander une contribution élevée, mais juste assez pour sensibiliser les gens... »

« Ticket modérateur pour voir médecin. Abolition des vaccins gratuits ou instaurer tickets modérateur... »

« Le passé nous apprend que dès qu'un service public est disponible, il devient rapidement utilisé à l'excès par de nombreux usagers. Normal, le coût d'acquisition étant nul ou minime, la valeur perçue du service subit une chute chez les utilisateurs, s'éloignant ainsi de son coût réel. Si on ne change pas ce vice de perception, le coût des programmes sociaux continuera de croître. La solution passe par la responsabilisation accrue des usagers... »

« Pour le système de santé, si nous avons plus de préventions (programme d'autogestion des soins, soutien aux clientèles vulnérables pour naviguer à travers le système complexe de la santé, faciliter l'accès à un médecin de famille en première ligne). Nous n'aurions probablement pas besoin de mettre de ticket modérateur à l'urgence et on diminuerait beaucoup l'utilisation inadéquate de nos hôpitaux. Il ne faut pas oublier que pour la clientèle vulnérable, la seule place où ils ont une réponse directe à leur appel est au 9-1-1. Même au 8-1-1 ils doivent faire des choix sur un système automatisé ce qui augmente beaucoup leur anxiété... »

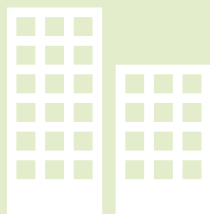
« Accompagner chaque nouvelles mesures (utilisateur-payeur) d'une baisse de charge fiscale (impôt et taxes) compensatoire pour ne pas perdre le contact avec et la réalité et la confiance du payeur... qui dans le fond est toujours le même...au fédéral, provincial, municipal et scolaire... »



5.5 Sociétés d'État et organismes

Le thème « Sociétés d'État et organismes » a pris une grande place dans les commentaires publiés sur la tribune « Exprimez-vous! », puisque 1 872 opinions distinctes y sont reliées.

Deux sujets ont été principalement abordés à cet égard : celui des primes de départ et des bonis au rendement, dont on a relevé les principales positions sous le thème « Administration publique, élus et gouvernement », et un deuxième proposant l'abolition ou la privatisation de sociétés d'État ou d'organismes.

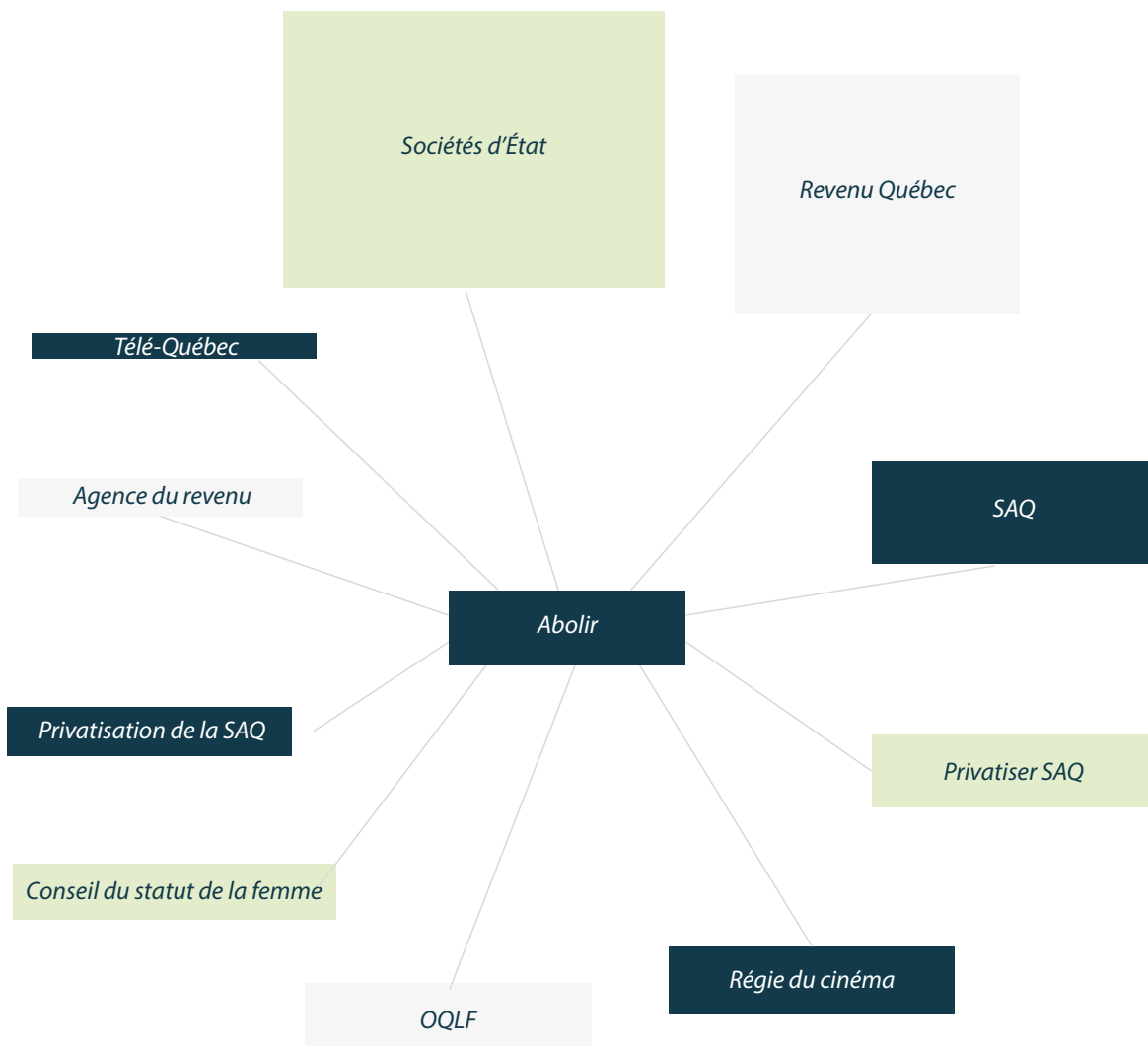


Sociétés d'État et organismes

Abolir

5.5.1 Abolir ou privatiser: sociétés d'État et organismes

Ce sujet a été fréquemment abordé dans les opinions publiées sur la tribune «Exprimez-vous!» durant la période visée par cette synthèse. L'abolition et la privatisation d'organisations publiques ont figuré parmi les suggestions les plus nombreuses. En effet, 702 phrases en font la mention, soit :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

Deux tendances se dégagent des propositions les plus fréquentes, soit celles qui demandent l'abolition de certaines structures et celles qui en recommandent la privatisation, notamment :

- Abolir certaines structures qualifiées de non essentielles dans le contexte budgétaire actuel, tout en préservant les services jugés comme étant prioritaires par les participants.
- Remettre en question l'existence de certaines organisations au regard de dédoublements de services offerts tant par le gouvernement fédéral que par le gouvernement provincial, dont Revenu Québec.
- Abolir l'Office québécois de la langue française (OQLF); cette dernière proposition sera traitée sous le thème « Culture et langue française ».
- Privatiser certaines structures, notamment la Société des alcools du Québec (SAQ), non seulement pour une meilleure performance, mais aussi pour générer des revenus supplémentaires par l'entremise de taxes à la consommation.

Voici des extraits de commentaires au sujet de l'abolition ou la privatisation de sociétés d'État ou d'organismes :

« ... remettre la SAQ hydro Québec et Loto Québec à notre service les salaires et bonus de leurs employés et dirigeants sont indécents leurs objectifs sont devenus nuisibles au bien de tous ils sont maintenant des organismes parasites sur lesquels l'État n'a plus de contrôle... »

« ... conserver l'entière propriété des sociétés d'État, Hydro-Québec, SAQ, Loto-Québec car leurs dividendes à long terme, la qualité des services et des emplois sont préférables... »

« Privatiser la SAQ, en demeurant actionnaire minoritaire. - Revoir en détail le fonctionnement d'Hydro-Québec, ses coûts, ses choix stratégiques, tactiques et opérationnels. Elle représente une société d'État qui engrange beaucoup de dépenses et bénéficie de trop d'indépendance et peu d'imputabilité... »

« ... par exemple sachant qu'il y a des centaines de millions de \$ à récupérer en ne produisant qu'un seul rapport d'impôt au Québec pourquoi laisser cette idée aux partis d'opposition ... »

« ... abolir? La Régie de l'Énergie, la Régie des loyers, le ministère de la Culture, l'Assurance médicaments, la Régie du cinéma, le ministère des loisirs et sport A privatiser? Éducation, la Santé A garder? Loto-Québec, Hydro-Québec, SAQ... »

« Pourquoi payer des services au gouvernement fédéral et provincial les autres provinces comme l'Ontario n'ont pas de ministère provincial du revenu, avons-nous réellement ce besoin et les milliers de fonctionnaires qui en suivent... »

« Lorsqu'on regarde la quantité de chaînes de télévision disponibles qui traitent d'à peu près tous les sujets possibles et imaginables, il y aurait lieu de se poser la question à savoir si on a encore besoin de Télé-Québec? »

« On privatise la SAQ comme ça les consommateurs pourront avoir ce qu'ils veulent dans toute la gamme des vins et spiritueux. - On sous-traite la livraison des services donnés par la SAAQ. - On coupe encore dans le gras d'Hydro Québec, pas besoin de tous ces pousseurs de crayons, on garde les techniciens, ingénieurs, travailleurs de terrain... »



5.6 Famille

Le thème de la famille a aussi été bien présent sur la tribune « Exprimez-vous! » du 2 au 28 septembre dernier; 1 843 commentaires distincts en ont traité.

Deux sujets ont animé les participants :

Les frais de services de garde

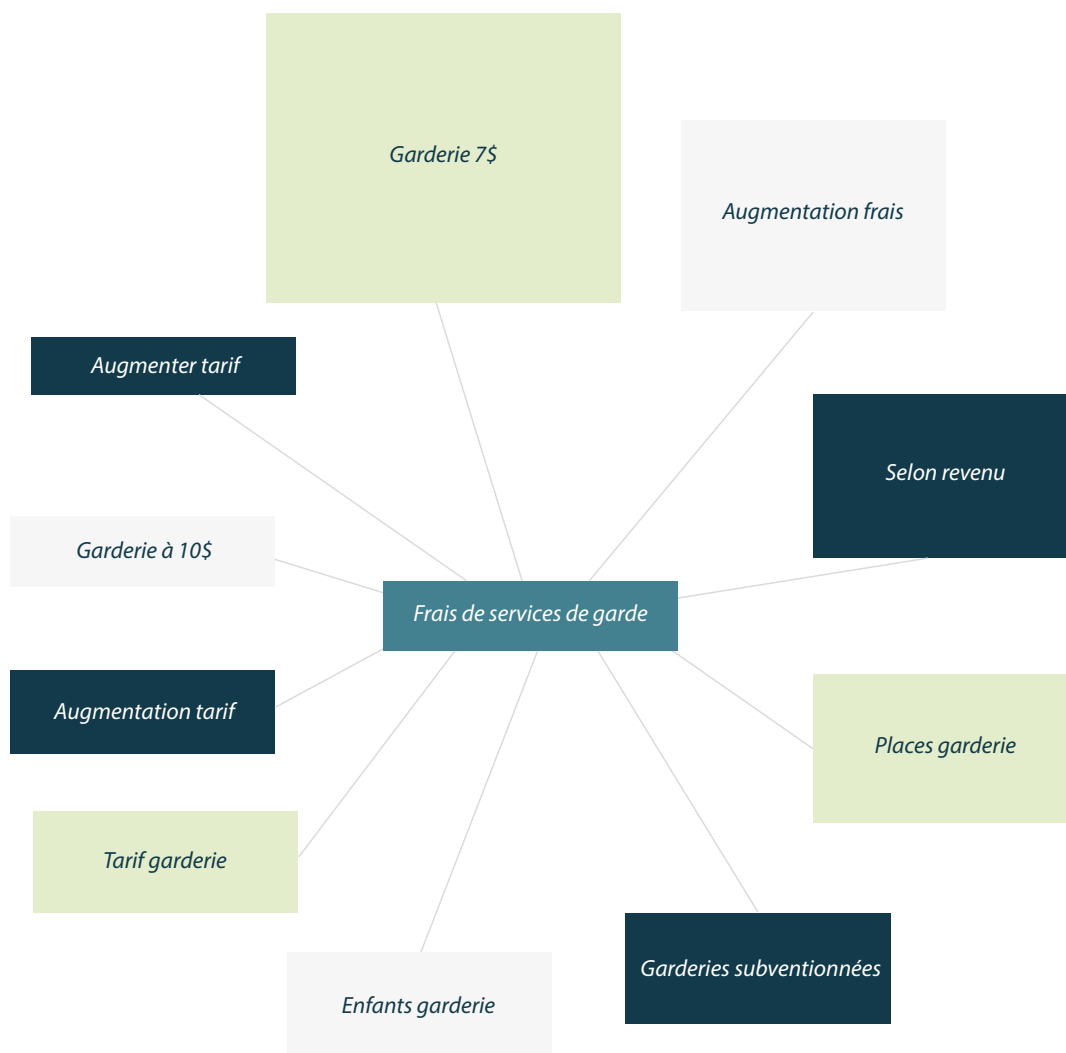


Famille

*Le financement des congés parentaux
par l'entremise du Régime d'assurance
parentale du Québec*

5.6.1 Frais des services de garde

Les frais des services de garde ont été au centre des propos exprimés pendant la période visée sur la tribune «Exprimez-vous!». Les aspects de la tarification, qu'il s'agisse d'augmentation, de modulation ou encore de subvention, ont été les mots les plus utilisés par les participants, et ce, dans 713 phrases :



Ici aussi, on constate une divergence dans les opinions exprimées.

Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Maintenir le *statu quo*.
- Augmenter les tarifs.
- Moduler les tarifs en fonction du revenu.
- Augmenter les frais pour tous afin que le véritable coût d'une place en garderie soit fidèlement reflété.
- Assurer que les places actuelles en garderie à contribution réduite soient réellement utilisées.
- Maintenir l'accessibilité à tous et le principe d'universalité en conservant un tarif unique.

Voici des extraits de commentaires au sujet des frais des services de garde:

« J'ai vu dans les commentaires de faire augmenter les frais de services de garde, je ne crois pas que ce serait la solution, ça étoufferait les jeunes familles... »

« ... les personnes les plus nanties devraient payer davantage que les personnes à faibles revenus pour la garde de leurs enfants i.e. au prorata... »

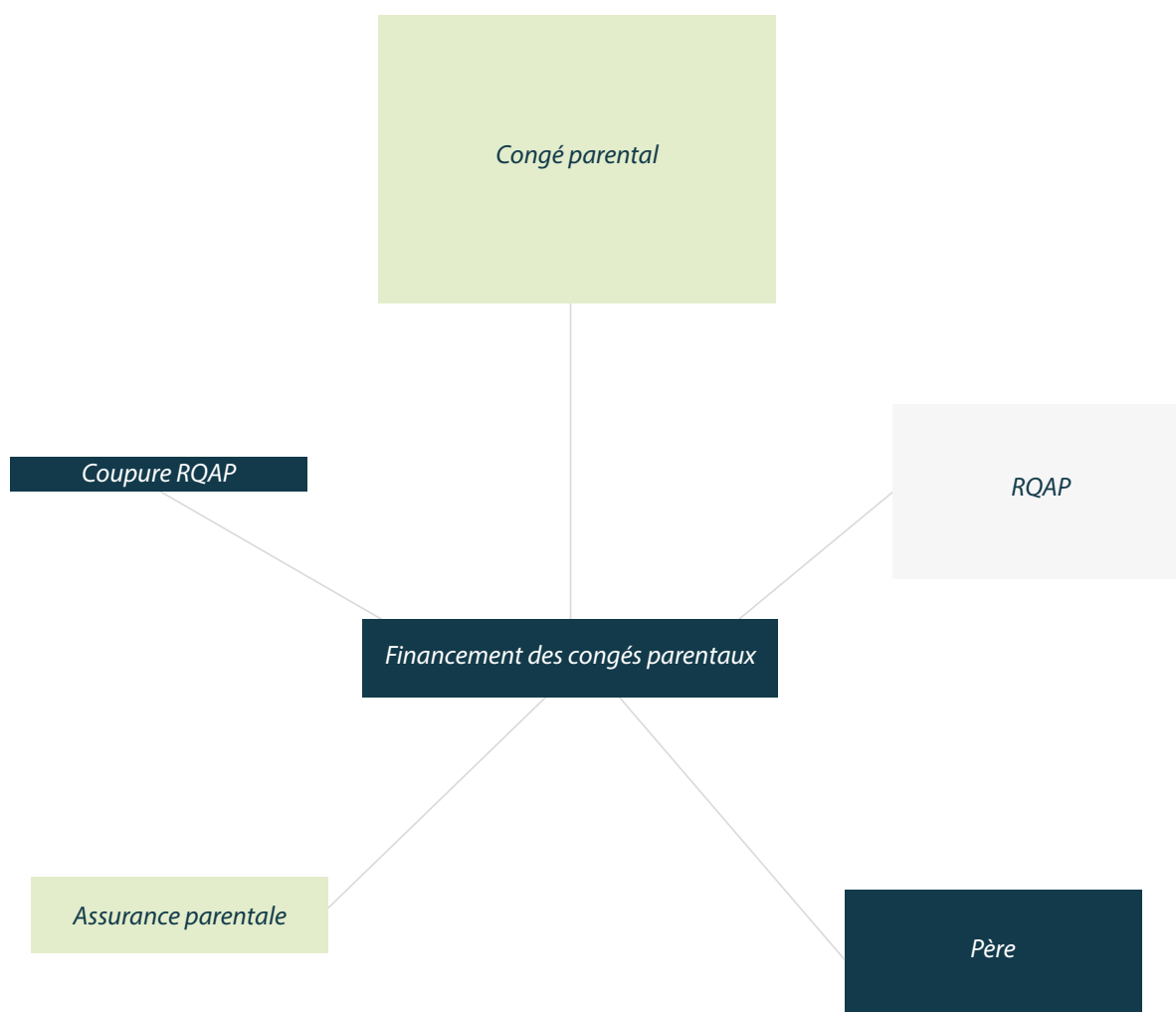
« ... si les tarifs des garderies doivent être modifiés, on pourrait explorer d'autres avenues que la modulation en fonction des revenus... »

« En tant que parent utilisateur d'un service de garde, je prône la défense du principe d'universalité conformément à la volonté gouvernementale initiale d'accorder une chance égale à tous les enfants du Québec. Pour cette raison, je dis NON à la modulation du tarif dans le réseau des services de garde du Québec, mais je prêche plutôt pour une augmentation du tarif respectant la capacité de payer de tous les parents. »

« Il faut trouver une façon de faire en sorte que les garderies soient occupées par des enfants dont les parents sont vraiment au travail. Il y a trop de mamans et papas qui utilisent les garderies pendant leur congé parentaux ou de grossesse... »

5.6.2 Financement des congés parentaux

Le Régime d'assurance parentale du Québec (RQAP) a été le deuxième sujet le plus populaire concernant le thème « Famille ». Il a été présent dans 1 013 phrases différentes sur la tribune « Exprimez-vous! » :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Diversification et divergence marquées parmi les opinions exprimées, notamment celles des participants d'une génération à l'autre.
- Une partie des participants est contre l'existence du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP).
- Certains demandent son élimination et d'autres, une limitation d'accès au programme à la mère et d'autres une réduction de semaines accordées aux parents pour s'occuper de leur nouveau-né.
- A contrario, des participants se prononcent contre toute diminution au RQAP.
- D'autres soulignent les effets positifs du RQAP en ce qui a trait à la relation père-enfant.

Voici des extraits de commentaires au sujet du financement des congés parentaux :

« Comment pouvez-vous choisir de priver les ENFANTS!! (car en coupant les revenus de RQAP et en augmentant les frais de garde, c'est l'enfant qui écope!) »

« ...il faudrait abolir les programmes suivants : programme de procréations assistées, le régime québécois d'assurance parentale de plus revoir les tarifs des frais de garderie... »

« Régime d'assurance parentale : le mettre aux normes canadiennes. Pourquoi le Québec doit-il donner toujours plus que les autres provinces ? »

« Mon commentaire serait d'abolir l'assurance parentale pour les pères de famille, nous n'avons pas ça nous et nous avons réussi à élever nos enfants, à mon avis vous apprenez aux parents à se fier que sur le gouvernement comme bien d'autres organismes d'ailleurs et de plus nous devons payer cette assurance nous aussi même si nous avons plus de jeunes enfants »

« ...ce programme est essentiel, reconnaître l'importance de la présence des parents pendant la première année de l'enfant est primordial ce programme a un impact majeur sur le lien d'attachement la présence et l'implication du père la réussite et le maintien de l'allaitement le taux de natalité... »

« Maintenir le programme d'assurance parentale, très supportant et motivant pour les familles: c'est un investissement très rentable pour l'avenir et le bien-être des enfants... »



5.7 Développement économique

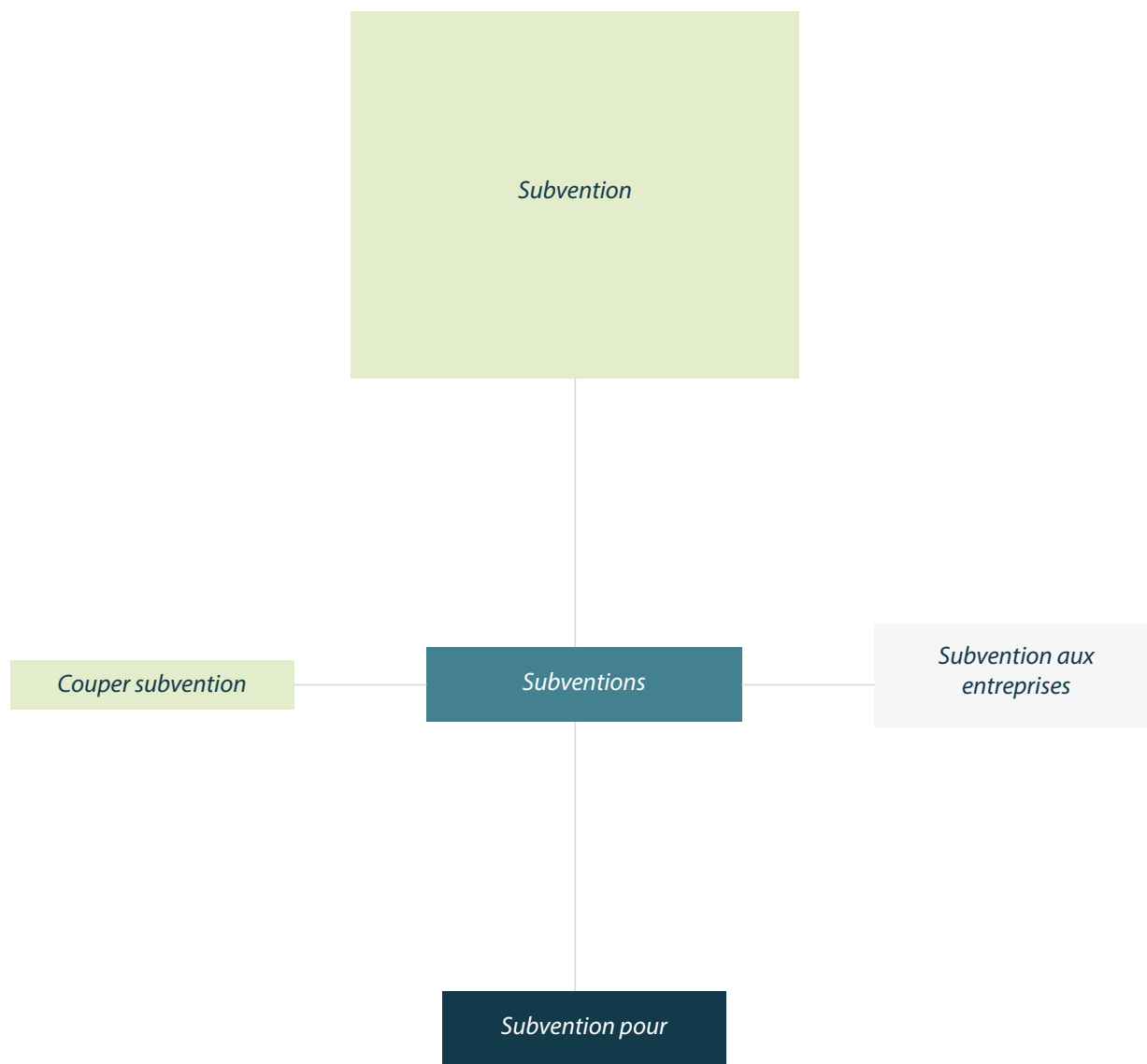
Le thème « Développement économique » a suscité beaucoup d'intérêt parmi les participants à la tribune pendant la période visée par cette analyse. Ainsi, 1 529 commentaires distincts ont été reçus à cet effet.

Les propos ont été très diversifiés à cet égard, mais se répartissent autour de deux grands sujets :



5.7.1 Subventions aux entreprises

L'aide aux entreprises, le mode d'octroi des subventions, la multiplication des différentes entités soutenant le développement économique et la bureaucratie font partie des opinions exprimées dans au moins 1 567 phrases :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Revoir l'octroi des subventions aux entreprises en fonction des profits réels, notamment en introduisant des indicateurs permettant d'évaluer la performance de l'investissement.
- Diminuer les structures administratives qui ont des missions communes.
- Éliminer la lourdeur administrative pour faciliter le développement économique, notamment par la création d'entreprises.

Voici des extraits de commentaires au sujet des subventions aux entreprises :

« Enfin, instaurer des balises précises et transparentes selon lesquelles il sera possible à l'État d'octroyer des subventions à des entreprises privées. Conséquemment, poursuivre les entreprises privées qui ne remplissent pas leurs promesses envers l'État... »

« Regroupement des organismes de développement économique (mesures, programmes et fonds)... »

« Subventions et prêt sans intérêt à l'industrie. Il y a un manque d'analyse en profondeur des demandes. Ces analyses doivent se faire dans l'optique de donner du travail dans les années futures, non pour quelques mois... »

« Protéger nos biens collectifs et ne pas gaspiller nos ressources en les vendant à rabais ou en subventionnant des entreprises ou entrepreneurs qui comptent sur un enrichissement rapide de leurs actionnaires et n'offrent pas de garanties de leur apport social et ni de garanties de payer pour des conséquences environnementales néfastes ou nocives... »

« ... les fonds publics ne doivent servir qu'à aider des secteurs d'activité et avoir des conditions strictes et rigides pour la création d'emploi à moyen terme au moins 5 ans et avoir les moyens légaux efficaces et pratiques d'obtenir un remboursement pour ceux qui quittent le Québec avant d'avoir atteint leur objectif... »

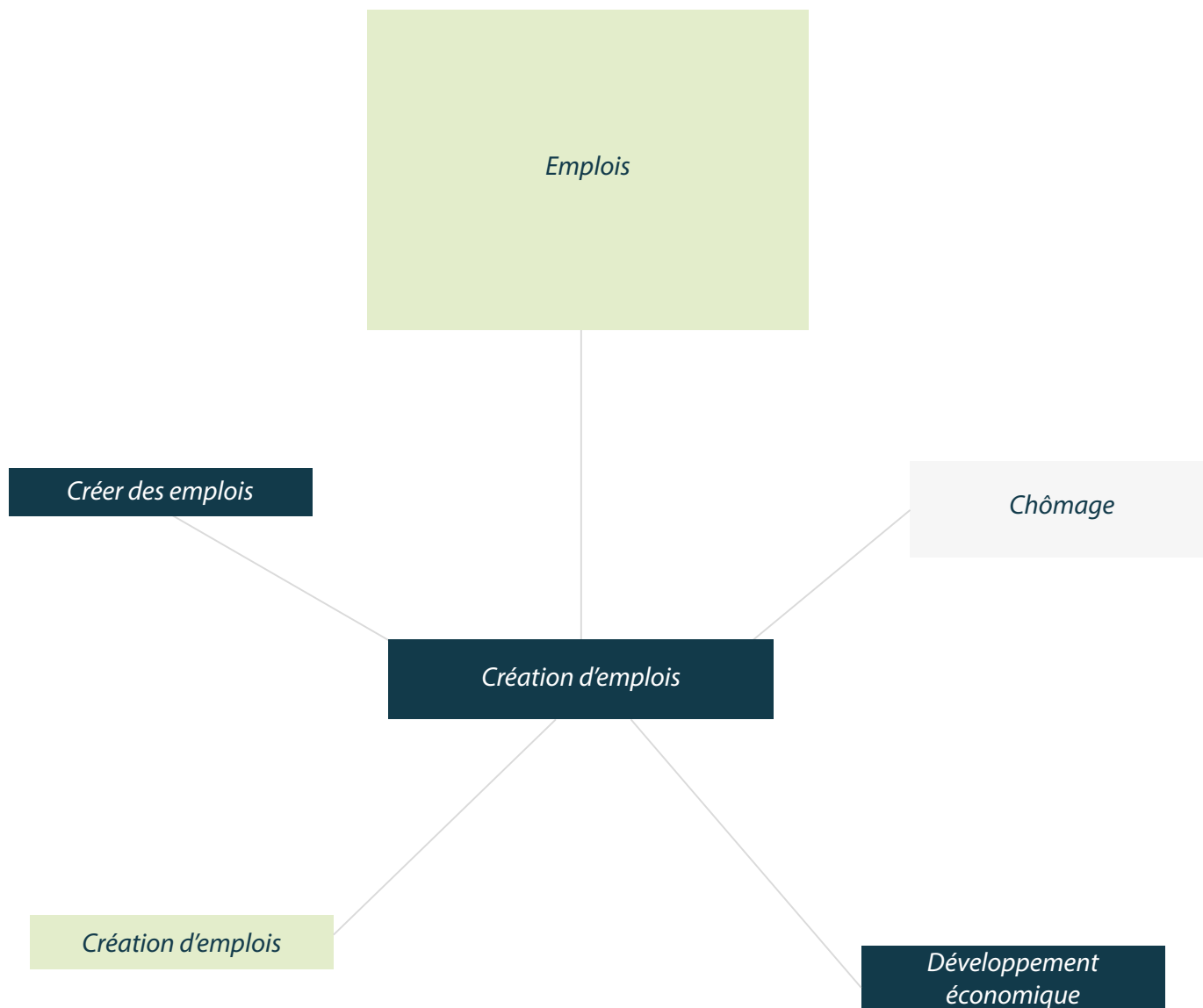
« ... que le dédoublement des mandats confiés aux différents organismes de développement économique cause problème pour l'entrepreneur. Il faut clarifier le rôle de chacun, et ce, jusqu'à penser à regrouper certains organismes sous une même entité juridique. Des économies relativement aux dépenses de fonctionnement me semblent évidentes... »

« Revoir la pertinence des CLD, des ATR des conseils régionaux de la culture... »

« ... alors réduisons la bureaucratie et toute l'hypercomplexité de ses formulaires en ne comblant qu'un poste sur 2 lors de la retraite tout en s'assurant de ne pas perdre cette connaissance du savoir lors du triste épisode du départ trop massif des infirmières en 1999... »

5.7.2 Création d'emplois

Sur ce sujet, l'élément qui a été au centre des opinions formulées concerne la création d'emplois. Les participants ont exprimé leur position à ce sujet dans 1 189 phrases distinctes :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Stimuler davantage la création d'emplois pour générer de nouveaux revenus à l'État.
- Favoriser le retour au travail des personnes aptes :
 - miser sur leur formation;
 - utiliser des incitatifs favorisant le retour à l'emploi.

Voici des extraits de commentaires au sujet de la création d'emplois :

« ... attirer de l'argent neuf au Québec créer des emplois autre que dans la fonction publique... »

« TOUS LES GENS sur l'assurance emploi devraient être sur des bancs d'école (payé par l'assurance emploi) afin de former des travailleurs dans le domaine dont la province a besoin... »

« Il faut aussi créer des emplois à temps plein pour avoir une économie forte et aider à conserver les emplois. Depuis quelques années, il y a des pertes énormes d'emploi et fermeture d'entreprises ce qui n'aide aucunement. Pour terminer, les personnes handicapées aptes ou non à l'emploi vivent sous le seuil de la pauvreté et négligé depuis longtemps par les gouvernements... »

« L'un des principaux irritants du bien-être social actuel est que bien des gens aptes au travail refusent des emplois à temps partiel dans le but de ne pas perdre leur éligibilité au bien-être social, revenu qui n'est pas entièrement couvert par de tels emplois et donc au bout de la ligne ils sont perdants s'ils acceptent ces emplois... »

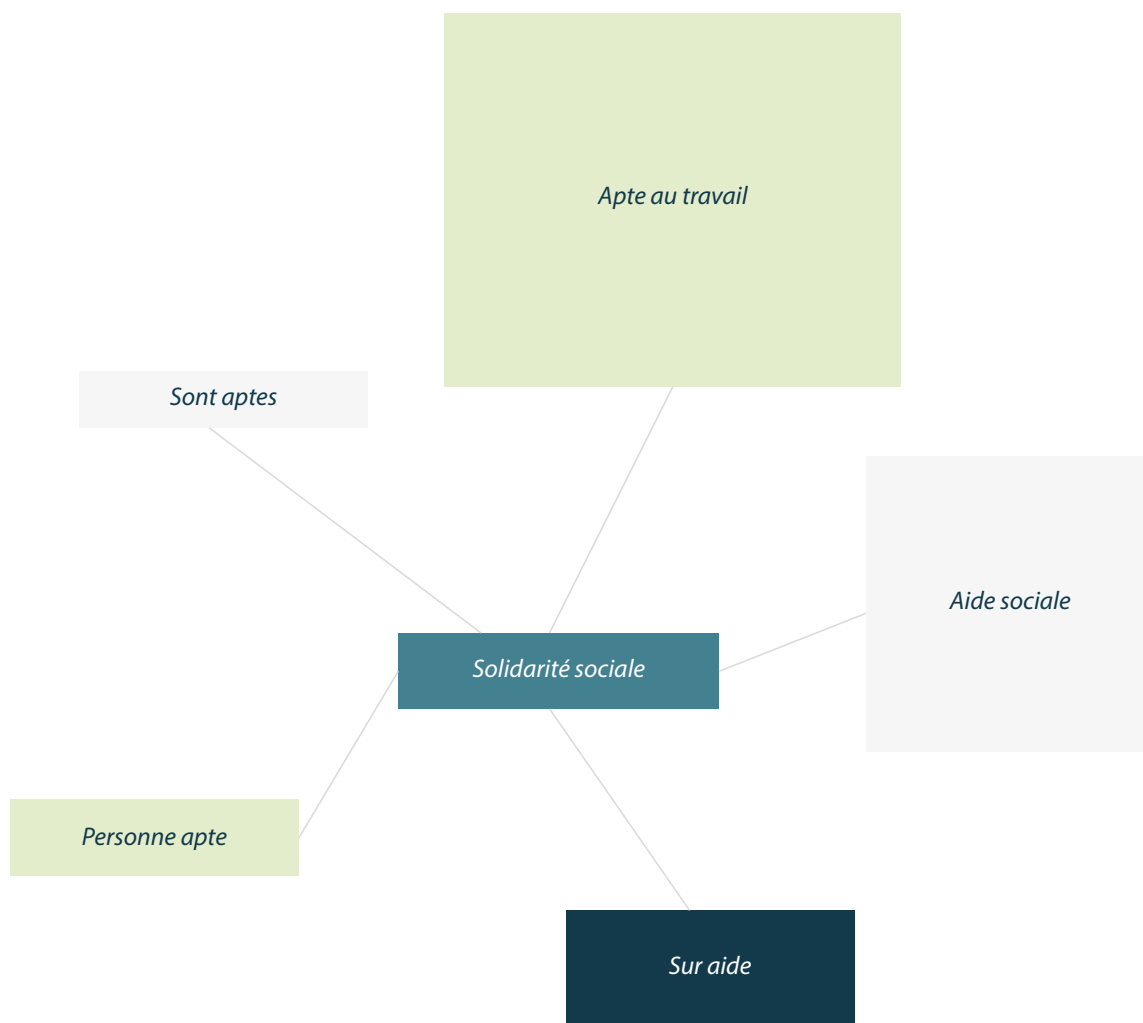
« Les subventions devraient être limitées à la création d'emplois très rémunérateur et pour les nouvelles entreprises seulement... »



5.8 Solidarité sociale

Lorsqu'ils se prononcent sur ce thème, les participants à la tribune « Exprimez-vous! » semblent s'entendre sur le caractère essentiel de la solidarité sociale, thème qui a suscité 1 501 commentaires distincts.

Les propos sont davantage orientés sur une révision de ce programme, particulièrement en ce qui a trait à la réintégration du marché du travail pour les personnes aptes. Ceux-ci se retrouvent parmi 3 056 phrases consacrées à ce sujet :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Sans contester le maintien de l'aide sociale, revoir les critères d'admissibilité et prévoir une réévaluation en continu de celle-ci.
- Limiter l'accès à l'aide sociale uniquement aux personnes inaptes au travail.
- Donner un accès limité (3 ou 5 ans) à l'aide sociale aux personnes aptes au travail.
- Investir pour offrir des programmes performants de réintégration à l'emploi et de formation.
- Diminuer les mesures dissuasives à l'égard du retour au travail.
- Resserrer les mesures de contrôle pour éviter les abus.

Voici des extraits de commentaires au sujet de la solidarité sociale :

« L'aide sociale devrait et aurait toujours dû être un aide de dernier recours et certaines personnes aptes au travail abusent de ce programme, il faudrait plafonner le nombre d'années consécutives à 3 ans pour cette aide de dernier recours... »

« Évaluer les aptitudes des prestataires d'aide sociale et développer des programmes d'intégration au marché du travail ou de bénévolat pour leur municipalité... »

« Les conditions actuelles de l'aide sociale donnent une option plus facile pour une catégorie de gens de ne pas travailler et vivre sur le bras de contribuables. Je ne dis pas d'enrayer l'aide sociale, mais seulement resserrer les critères »

« ...je travaille dans un organisme d'aide à l'emploi je côtoie au quotidien des personnes aptes au travail qui ne changent pas leurs habitudes pour être employables qui se retrouvent dans un pattern consommation habitudes de vie malsaines... »

« ... aide sociale un maximum de temps pour les personnes aptes au travail et les handicapés j'augmenterais leur prestation... »

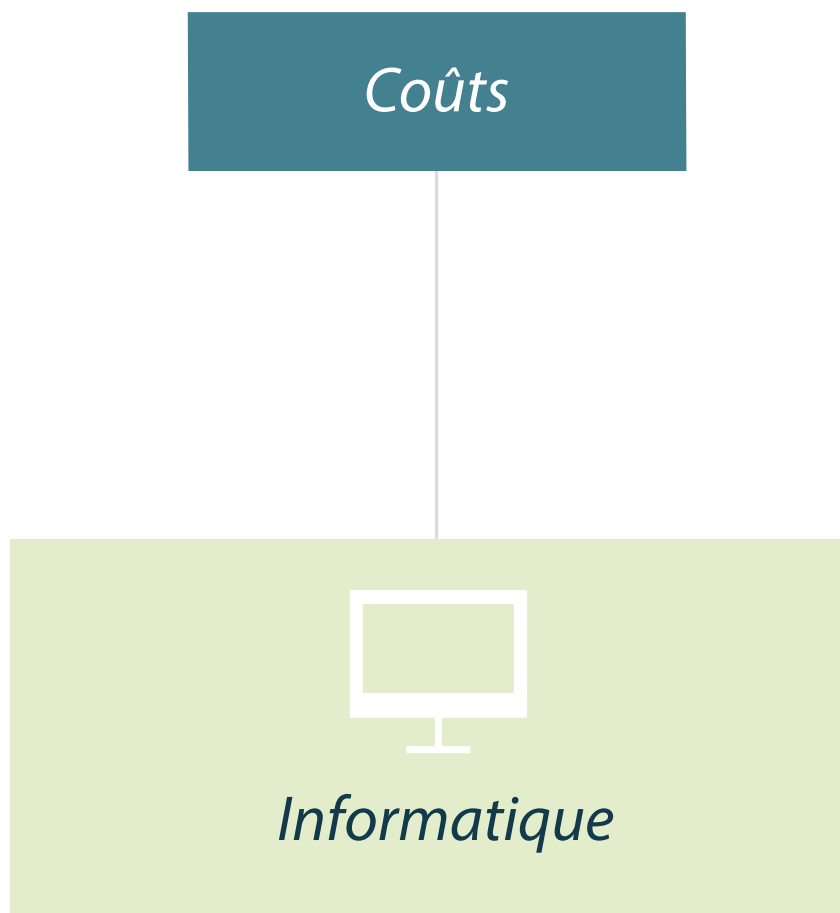
« Il es TRES important de prioriser les gens comme moi avec des contraite severe a l'emploi avec des document conforme des médecins quil le prouve. Aidez moi svp a avoir une meilleure qualité de vie pour pouvoir vivre adéquatement avec ma fille et mon conjoint. »



5.9 Informatique

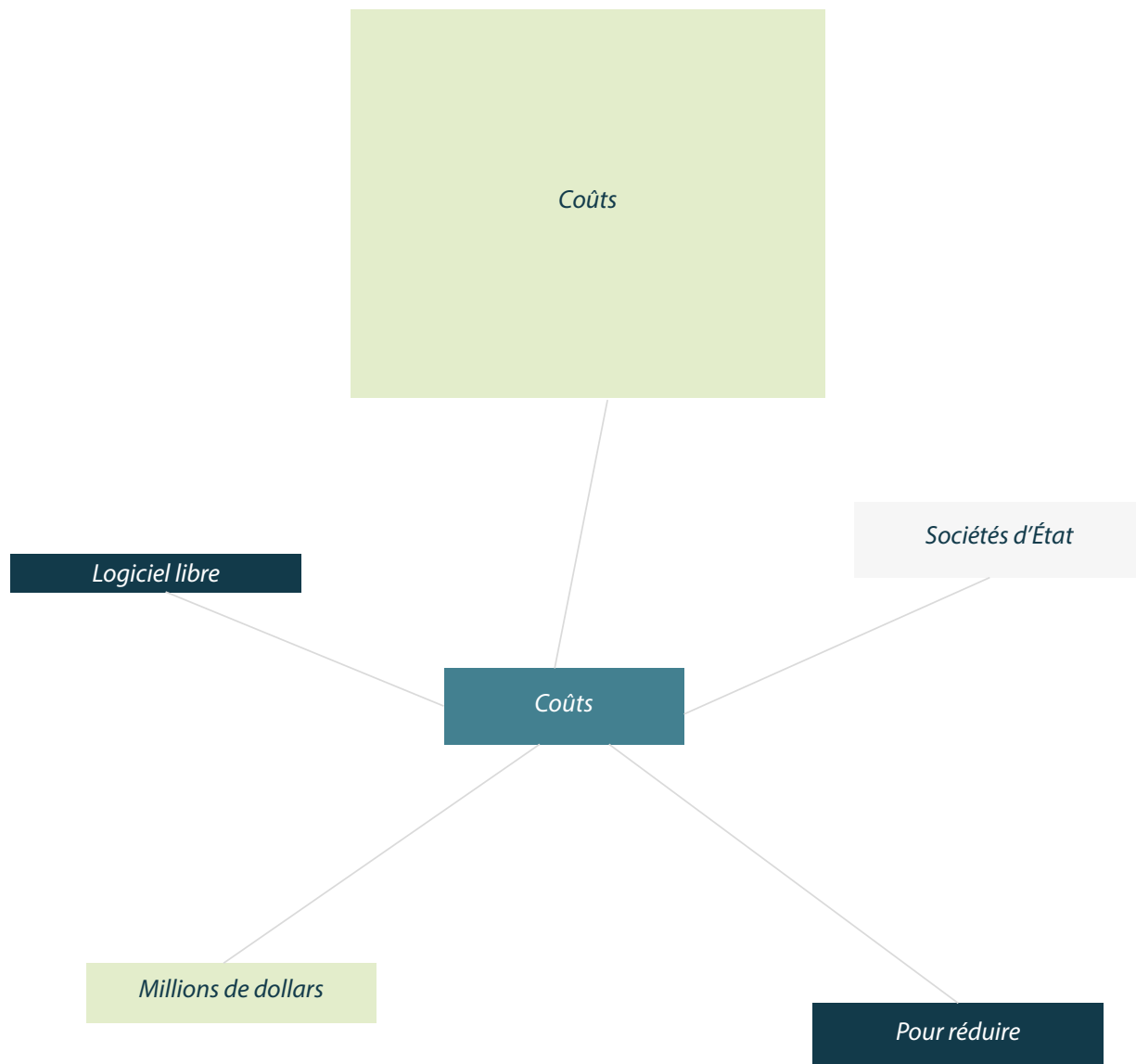
Le thème de l'informatique a aussi suscité l'intérêt des participants qui ont formulé une opinion sur la tribune « Exprimez-vous! ». On relève 1 499 commentaires distincts portant sur ce thème.

En associant les groupes de mots portant le même sens ou étant apparentés, on remarque que le sujet des coûts est celui qui revient le plus fréquemment, notamment au regard du recours à des consultants externes.



5.9.1 Les coûts

Les groupes de mots suivants sont associés au sujet « les coûts » :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Exploiter davantage le principe de la réutilisation des systèmes ou de regroupements des services (services partagés).
- Diminuer le recours aux firmes externes et revoir le renouvellement des licences.
- Développer les compétences des employés de l'État pour assurer la pérennité des savoirs au gouvernement.
- Évaluer l'impact sur les coûts d'une plus grande autonomie favorisée par le développement de l'expertise interne.
- Effectuer un meilleur suivi des contrats afin d'assurer le respect des clauses en termes de délais et des coûts.
- Donner plus de place aux logiciels libres.

Voici des extraits de commentaires au sujet de l'informatique :

« ... revoir l'attribution des contrats informatiques gouvernementaux et établir une date FERME sur la livraison du produit; arrêter de reporter cette date... »

« Pour sauver de l'argent dans l'informatique, il faut diminuer notre dépendance aux licences payantes et regrouper nos services. Un bon début serait de centraliser notre messagerie électronique au lieu d'avoir cela dans chaque M/O. De plus, les solutions de messagerie en logiciel libre sont maintenant matures et peuvent facilement remplacer Lotus Notes et Exchange. On renouvelle trop rapidement les licences payantes en prétextant la continuité d'affaires... Ce temps est révolu. Il faut maintenant faire bouger les cordages. Les ressources dans le M/O peuvent faire ces changements avec un peu d'accompagnement professionnel externe... »

« Afin de sauver beaucoup de \$ dans le renouvellement des licences informatiques, il faudrait donner beaucoup plus de place aux logiciels libres. Par exemple, remplacer le système de courrier Lotus Notes et Exchange par un service de courrier centralisé et basé sur le libre. Remplacer également l'achat de produits Oracle par des solutions en logiciels libres... »

« Développer davantage ses ressources à l'interne et réduire le nombre de consultants et de sous-traitants... »

« Faudrait aussi arrêter d'aller chercher des consultants externes qui coutent 3 à 4 fois le prix alors qu'il suffirait d'embaucher des professionnels selon la durée du projet. En plus, on garderait l'expertise en interne... »

« Dans la fonction publique, exiger que l'argent versé pour l'utilisation de ressources externes (consultants) ne dépasse jamais le salaire d'un fonctionnaire (y compris les avantages sociaux)... »



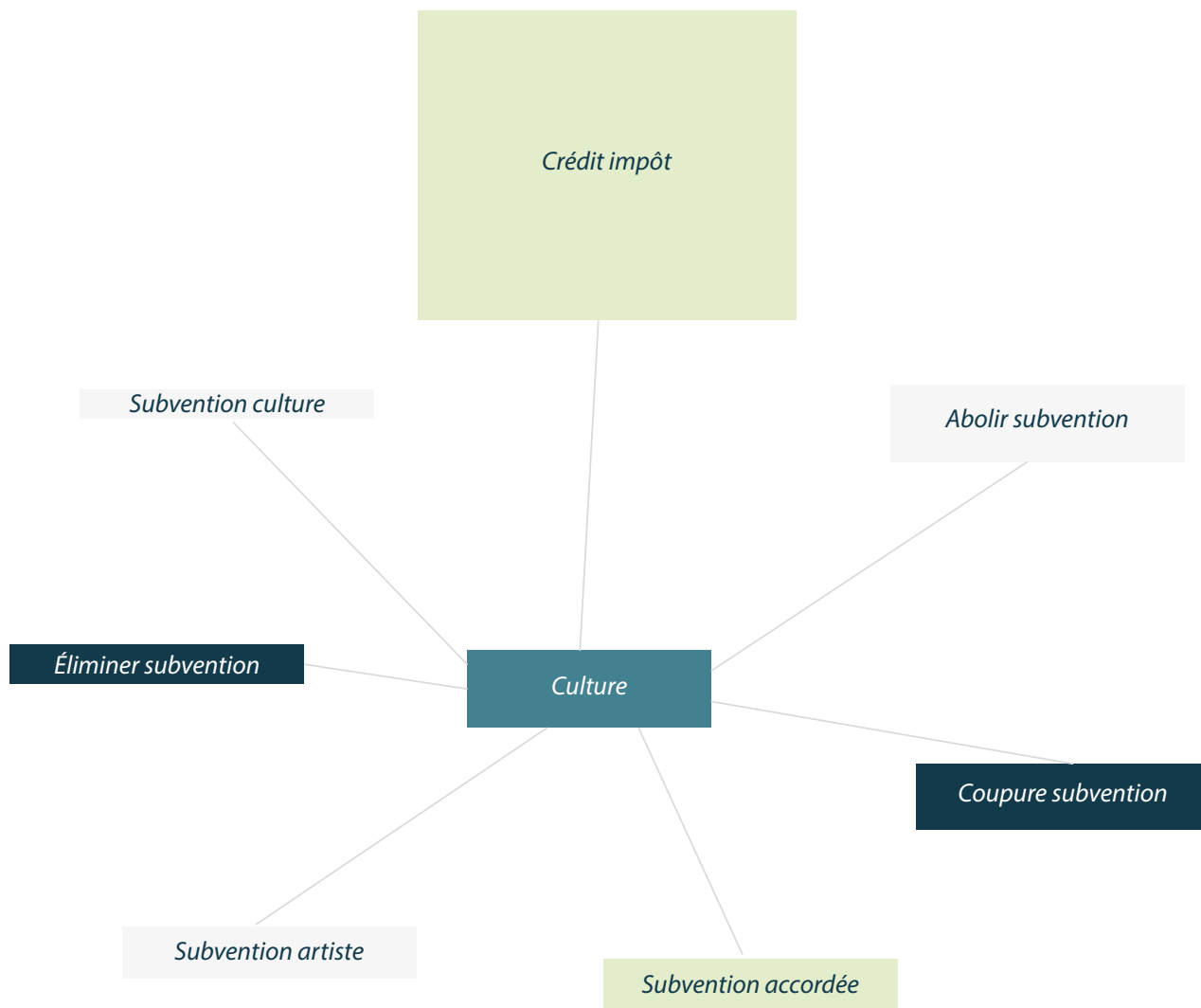
5.10 Culture et langue française

Le thème « Culture et langue française » est présent dans 1 172 commentaires sur la tribune « Exprimez-vous! ».



5.10.1 Culture

Les propos tenus concernent particulièrement les mesures d'aide à la culture, ce qui en fait un sujet d'intérêt; 486 phrases distinctes en font la mention :



Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Éliminer les subventions aux festivals de la part des sociétés d'État.
- Réviser l'octroi de subventions aux artistes, notamment pour favoriser les artistes émergents, et non les artistes reconnus.
- Réduire ou même éliminer les subventions à l'industrie culturelle afin de privilégier les services considérés essentiels tels que l'éducation et la santé.
- Reconnaître la culture comme véritable pilier de développement pour le Québec ici et à l'étranger.

Voici des extraits de commentaires au sujet de la culture :

« Couper dans les programmes culturels (donner une chance à un artiste émergent, mais une seule fois, si celui-ci devient rentable et vit de son art, terminé)... »

« Couper dans les subventions à la culture et aux sports. Notre état n'a plus les ressources pour assurer le divertissement de ses citoyens. C'est aux individus d'assumer les coûts de leurs loisirs... »

« Nous ne devons pas succomber à des hantises populaires et mettre en péril nos programmes qui permettent aux artistes de faire rayonner notre culture, aux plus démunis d'avoir une chance de s'épanouir, à nos institutions politiques d'accomplir leurs missions, à notre système d'éducation de participer à la transmission du savoir. La solution est la sauvegarde de notre modèle, et non sa destruction... »

« Couper tout ce que l'on donne en culture. Si la musique est bonne les gens vont payer pour l'écouter, si le film est bon, les gens vont payer pour le regarder, si la sculpture est belle les gens vont payer pour la voir... »

« ...cesser les subventions à la culture quand on est endetté c'est dans les loisirs qu'on coupe en premier... »

5.10.2 Langue française

En matière de langue française, on constate que 124 phrases font mention de ce sujet, dont 113 qui réclament l'abolition de l'Office québécois de la langue française (OQLF).

Principales propositions les plus fréquentes parmi les commentaires reçus :

- Abolir l'OQLF, cette idée est véhiculée majoritairement dans des commentaires en langue anglaise*.
- Ces derniers soutiennent que des économies importantes seraient réalisées en permettant l'utilisation des deux langues à titre de langues officielles.
- Aussi, plusieurs relèvent le dédoublement des instances francophones et anglophones, dont notamment les commissions scolaires et les écoles qui engendrent des coûts pour l'État.

* Rappelons que près d'une centaine de commentaires reçus sur la tribune « Exprimez-vous! » du 2 au 28 septembre étaient en langue anglaise.

Voici des extraits de commentaires au sujet de la langue française :

"Close the OQLF and allow true freedom of expression in the province..."

Traduction : « Fermer l'OQLF et permettre une vraie liberté d'expression dans la province »

« Un bon début pour ce projet est une des meilleures façons de réduire les dépenses, ce serait d'éliminer l'OQLF, quel gaspillage! »

« ...why should quebec tax payers pay for the same service twice what is the next thing i d cut i d give the OQLF 1 year 365 days to turn a profit... »]

Traduction : « ...pourquoi les payeurs de taxe Québécois devraient payer 2 fois pour le même service je couperais je donnerais à l'OQLF 1 an 365 jours pour générer un profit... »]

« ...to save money you should abolish the OQLF... »

Traduction : « ...pour sauver de l'argent vous devriez abolir l'OQLF... »

« OQLF : diminuer le budget de moitié, au moins, l'Office a un travail de promotion de la langue à faire, et non pas une fonction de policier... »

« ...cut the OQLF close the service courants of most CLSC and make more 7 day a week emergency walk in clinics... »

Traduction : « ...couper l'OQLF fermer les services courants de la plupart des CLSC et créer plus de cliniques d'urgence ouvertes 7 jours semaine... »

D'autres thèmes concernant les activités de l'État ont été discutés sur la tribune « Exprimez-vous! », tels que les Affaires municipales, l'Environnement, les Ressources naturelles, l'Agriculture et les Pêcheries, les Transports, la Forêt, les Mines, la Justice, la Sécurité publique, les Affaires intergouvernementales, les Relations internationales ou encore le Tourisme. Cependant, les propos étaient très diversifiés, émis en petit nombre ou très généraux, ce qui rendait difficile la possibilité de situer le ou les sujets d'intérêts en fonction du nombre de phrases, comme il a été fait pour les autres thèmes.

6 Conclusion

La tribune «Exprimez-vous!» est toujours accessible à ceux qui désirent publier leurs idées et propositions à l'égard de l'exercice de révision des programmes. L'ensemble des commentaires reçus, lorsqu'ils sont en lien avec son mandat, viennent offrir un autre éclairage aux travaux de la Commission de révision permanente des programmes.

La Commission émettra ses premières recommandations au gouvernement à la fin d'octobre 2014. L'exercice se faisant sur une base permanente, d'autres recommandations suivront, notamment en décembre 2014 et en juin 2015. Le gouvernement fera connaître ces recommandations au moment de ses prises de décisions au sujet de la révision des programmes.

En plus des commentaires reçus par l'entremise de la tribune «Exprimez-vous!», les travaux de la Commission sont alimentés par différentes sources issues du dialogue social entamé par le gouvernement.

Soulignons que chacun des ministères rencontre les tables sectorielles regroupant les associations se rattachant à leur portefeuille ministériel afin de recueillir leurs propositions, idées et suggestions. Ce même type de rencontre a aussi été tenu par le ministre responsable de l'Administration publique, de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, en présence de la présidente de la Commission. Finalement, les employés de l'État sont invités à faire connaître leurs propositions par l'entremise de leur organisation.

En parallèle à ce dialogue social, la Commission travaille en collaboration avec les organisations publiques. Ces dernières doivent lui faire part de leurs propositions de révision des programmes dont elles sont responsables, répondre à ses interrogations, pousser plus loin les analyses. Celles-ci viennent s'ajouter aux travaux de la Commission qui ont pour but de formuler des recommandations au gouvernement.

L'exercice de révision permanente des programmes est réalisé non seulement pour l'atteinte de l'objectif d'équilibre budgétaire, mais aussi pour concevoir et mettre en place un mécanisme d'évaluation en continu des programmes pour ainsi faire en sorte que cet équilibre entre les dépenses et la capacité de payer des contribuables se maintienne.

Finalement, rappelons que la Commission accueille avec intérêt les mémoires et documents transmis par les associations, les entreprises et les citoyens. Il est possible de les lui transmettre soit par courriel, à l'adresse revisiondesprogrammes@crpp.gouv.ca, ou encore par la poste :

Commission de révision permanente des programmes
700, rue Saint-Amable, 1^{er} étage, bureau 1.400
Québec (Québec) G1R 5E5

L'exercice de révision permanente des programmes interpelle l'ensemble de la société québécoise pour aujourd'hui et pour demain.

«Exprimez-vous!»